

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 510

28 février 2008

SOMMAIRE

Alben S.A.	24444	InPro Licensing S.à r.l.	24439
Bell Global Investments	24448	Kapellen S.à r.l.	24479
Cavernet S.à r.l.	24446	Lipizzaner S.à r.l.	24479
Chronotron S.à r.l.	24445	Maddiston S.à r.l.	24480
Dachstein S.à r.l.	24434	Maison de Luxembourg S.A.	24440
Delphi Holdings Luxembourg S.à r.l.	24446	Manoir (Lux) S.à r.l.	24440
Elsiema Holding S.A.	24479	Nareco J2 SA	24458
Erminia S.à r.l.	24445	Parque D. Pedro 1 B.V.	24476
Etablissement des soins S.A.	24443	Rosebush S.A.	24447
Etna	24446	Satimood S.à r.l.	24480
Ferco S.à r.l.	24477	Scarlet S.à.r.l.	24461
Freepost S.à r.l.	24434	Tanesca S.A.	24434
Frohboesestrasse S.à r.l.	24477	Triple iii Luxembourg S.à .r.l. (Luxem- bourg)	24469
Garivet S.à r.l.	24458	VCM Golding Investments S.A.	24459
Glenbrook S.à r.l.	24447	Verim S.A.	24480
HEVAF Master C S.à r.l.	24465		
House Lux S.à r.l.	24447		

Dachstein S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1611 Luxembourg, 65, avenue de la Gare.
R.C.S. Luxembourg B 115.721.

—
EXTRAIT

En date du 27 décembre 2007, l'Associé unique a pris la résolution suivante:

La démission de Monsieur Bart Zech en tant que gérant de la société est acceptée avec effet au 1^{er} janvier 2008.

Luxembourg, le 27 décembre 2007.

Pour extrait conforme

F. Walenta

Référence de publication: 2008022168/724/16.

Enregistré à Luxembourg, le 1^{er} février 2008, réf. LSO-CN00362. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080020318) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 février 2008.

Freepost S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1611 Luxembourg, 65, avenue de la Gare.
R.C.S. Luxembourg B 113.017.

—
EXTRAIT

En date du 27 décembre 2007, l'Associé unique a pris la résolution suivante:

La démission de Monsieur Bart Zech en tant que gérant de la société est acceptée avec effet au 1^{er} janvier 2008.

Luxembourg, le 27 décembre 2007.

Pour extrait conforme

F. Walenta

Référence de publication: 2008022169/724/16.

Enregistré à Luxembourg, le 1^{er} février 2008, réf. LSO-CN00363. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080020323) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 février 2008.

Tanesca S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 135.847.

—
STATUTS

L'an deux mille huit, le premier février.

Par-devant Maître Henri Beck, notaire de résidence à Echternach (Grand-Duché de Luxembourg).

A comparu:

La société anonyme PARFISO S.A., avec siège social à L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert, inscrite au registre de commerce et des sociétés à Luxembourg sous le numéro B 125.133 ici représentée par:

- Monsieur Jean Lambert, maître en sciences économiques, demeurant professionnellement à L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert.

- Monsieur Patrice Yande, responsable de la comptabilité, demeurant professionnellement à L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert.

La partie comparante, représentée comme dit ci-avant, a requis le notaire instrumentant de dresser les statuts (ci-après les Statuts) d'une société anonyme qu'elle déclare constituer et dont elle a arrêté les statuts comme suit:

Art. 1^{er}. Forme - Dénomination. Il est établi une société anonyme sous la dénomination de TANESCA S.A. (ci-après la Société).

La Société peut avoir un associé unique (l'Associé Unique) ou plusieurs actionnaires. La société ne pourra pas être dissoute par la mort, la suspension des droits civiques, la faillite, la liquidation ou la banqueroute de l'Associé Unique.

Art. 2. Siège Social. Le siège social de la Société est établi à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Il pourra être transféré dans les limites de la commune de Luxembourg par simple décision du conseil d'administration de la Société (le Conseil d'Administration) ou, dans le cas d'un administrateur unique (l'Administrateur Unique) par une décision de l'Administrateur Unique.

Art. 3. Durée de la Société. La Société est constituée pour une période indéterminée.

La Société peut être dissoute, à tout moment, par résolution de l'Assemblée Générale (telle que définie ci-après) de la Société statuant comme en matière de modifications des Statuts, tel que prescrit à l'article 22. ci-après.

Art. 4. Objet Social. La société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des entreprises luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, ainsi que l'aliénation par vente, échange ou de toute autre manière de titres, obligations, créances, billets et autres valeurs de toutes espèces, la possession, l'administration, le développement et la gestion de son portefeuille.

La société pourra également acheter, vendre, louer et gérer tout bien immobilier tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

La société peut cependant participer à la création et au développement de n'importe quelle entreprise financière, industrielle ou commerciale et prêter tous concours, que ce soit par des prêts, des garanties ou de toute autre manière.

La société peut emprunter sous toutes les formes et procéder à l'émission d'obligations.

D'une façon générale, elle peut prendre toutes mesures de contrôle et de surveillance et faire toutes opérations, financières, mobilières ou immobilières, commerciales et industrielles, qu'elle jugera utiles à l'accomplissement ou au développement de son objet.

Art. 5. Capital Social. Le capital souscrit est de trente-deux mille euros (€ 32.000,-), représenté par trois mille deux cents (3.200) actions d'une valeur nominale de dix euros (€ 10,-) par action.

Le capital social peut être augmenté de son montant actuel à deux millions euros (€ 2.000.000,-) par la création et l'émission d'actions nouvelles d'une valeur nominale de dix euros (€ 10,-) chacune.

Le Conseil d'Administration est autorisé et mandaté:

- à réaliser cette augmentation de capital en une seule fois ou par tranches successives par émission d'actions nouvelles à libérer par voie de versements en espèces, d'apports en nature, par transformation de créances ou encore, sur approbation de l'assemblée générale annuelle, par voie d'incorporation de bénéfices ou réserves de capital,

- à fixer le lieu et la date de l'émission ou des émissions successives, le prix d'émission, les conditions et modalités de souscription et de libération des actions nouvelles,

- à supprimer ou limiter le droit de souscription préférentiel des actionnaires quant à l'émission ci-dessus mentionnée d'actions supplémentaires contre apports en espèces ou en nature.

Cette autorisation est valable pour une période de cinq ans à partir de la date de la publication du présent acte et peut être renouvelée par une assemblée générale des actionnaires quant aux actions du capital autorisé qui d'ici là n'auront pas été émises par le Conseil d'Administration.

A la suite de chaque augmentation de capital réalisée et dûment constatée dans les formes légales, le premier alinéa de cet article se trouvera modifié de manière à correspondre à l'augmentation intervenue: cette modification sera constatée dans la forme authentique par le Conseil d'Administration ou par toute personne qu'il aura mandatée à ces fins.

Art. 6. Actions. Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire.

Les actions de la société peuvent être créées, au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

La Société pourra racheter ses propres actions dans les limites prévues par la loi.

Art. 7. Transfert des Actions. Le transfert des actions peut se faire par une déclaration écrite de transfert inscrite au registre de(s) actionnaire(s) de la Société, cette déclaration de transfert devant être datée et signée par le cédant et le cessionnaire ou par des personnes détenant les pouvoirs de représentation nécessaires pour agir à cet effet ou, conformément aux dispositions de l'article 1690 du code civil luxembourgeois relatives à la cession de créances.

La Société pourra également accepter comme preuve de transfert d'actions, d'autres instruments de transfert, dans lesquels les consentements du cédant et du cessionnaire sont établis, jugés suffisants par la Société.

Art. 8. Obligations. Les obligations émises par la Société sous forme nominative ne pourront, en aucun cas, être converties en obligations au porteur.

Art. 9. Réunions de l'assemblée des actionnaires de la Société. Dans l'hypothèse d'un associé unique, l'Associé Unique aura tous les pouvoirs conférés à l'Assemblée Générale. Dans ces statuts, toute référence aux décisions prises ou aux pouvoirs exercés par l'Assemblée Générale sera une référence aux décisions prises ou aux pouvoirs exercés par l'Associé Unique tant que la Société n'a qu'un associé unique. Les décisions prises par l'Associé Unique sont enregistrées par voie de procès-verbaux.

Dans l'hypothèse d'une pluralité d'actionnaires, toute assemblée générale des actionnaires de la Société (l'Assemblée Générale) régulièrement constituée représente tous les actionnaires de la Société. Elle a les pouvoirs les plus larges pour ordonner, faire ou ratifier tous les actes relatifs aux opérations de la Société.

L'Assemblée Générale annuelle se tiendra conformément à la loi luxembourgeoise à Luxembourg au siège social de la Société ou à tout autre endroit de la commune du siège indiqué dans les convocations, chaque année le deuxième lundi du mois d'avril à 14.00 heures. Si ce jour est férié pour les établissements bancaires à Luxembourg, l'Assemblée Générale annuelle se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

L'Assemblée Générale pourra se tenir à l'étranger si le Conseil d'Administration constate souverainement que des circonstances exceptionnelles le requièrent.

Les autres Assemblées Générales pourront se tenir aux lieu et heure spécifiés dans les avis de convocation.

Tout actionnaire de la Société peut participer à l'Assemblée Générale par conférence téléphonique, visio-conférence ou tout autre moyen de communication similaire grâce auquel (i) les actionnaires participant à la réunion de l'Assemblée Générale peuvent être identifiés, (ii) toute personne participant à la réunion de l'Assemblée Générale peut entendre et parler avec les autres participants, (iii) la réunion de l'Assemblée Générale est retransmise en direct et (iv) les actionnaires peuvent valablement délibérer, la participation à une réunion de l'Assemblée Générale par un tel moyen de communication équivaldra à une participation en personne à une telle réunion.

Art. 10. Délais de convocation, quorum, procurations, avis de convocation. Les délais de convocation et quorum requis par la loi seront applicables aux avis de convocation et à la conduite de l'Assemblée Générale, dans la mesure où il n'en est pas disposé autrement dans les Statuts.

Chaque action donne droit à une voix.

Dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé par la loi ou par les Statuts, les décisions de l'Assemblée Générale dûment convoquée sont prises à la majorité simple des actionnaires présents ou représentés et votants.

Chaque actionnaire pourra prendre part aux assemblées générales des actionnaires de la Société en désignant par écrit, soit en original, soit par télécopie, par câble, par télégramme, par télex ou par courriel muni d'une signature électronique conforme aux exigences de la loi luxembourgeoise une autre personne comme mandataire.

Si tous les actionnaires sont présents ou représentés à l'Assemblée Générale, et déclarent avoir été dûment convoqués et informés de l'ordre du jour de l'assemblée générale des actionnaires de la Société, celle-ci pourra être tenue sans convocation préalable.

Les actionnaires peuvent voter par écrit (au moyen d'un bulletin de vote) sur les projets de résolutions soumis à l'Assemblée Générale à la condition que les bulletins de vote incluent (1) les nom, prénom, adresse et signature des actionnaires, (2) l'indication des actions pour lesquelles l'actionnaire exercera son droit, (3) l'agenda tel que décrit dans la convocation et (4) les instructions de vote (approbation, refus, abstention) pour chaque sujet de l'agenda. Les bulletins de vote originaux devront être envoyés à la Société soixante-douze (72) heures avant la tenue de l'Assemblée Générale.

Art. 11. Administration de la Société. Dans ces Statuts, toute référence au Conseil d'Administration sera une référence à l'Administrateur Unique (tel que défini ci-après) (dans l'hypothèse où la Société n'a qu'un seul administrateur) tant que la Société a un associé unique.

Tant que la Société n'a qu'un associé unique, la Société peut être administrée seulement par un administrateur unique qui n'a pas besoin d'être l'associé unique de la Société (l'Administrateur Unique). Si la Société a plus d'un actionnaire, la Société sera administrée par un Conseil d'Administration comprenant au moins trois membres, lesquels ne seront pas nécessairement actionnaires de la Société. Dans ce cas, l'Assemblée Générale doit nommer au moins deux (2) nouveaux administrateurs en plus de l'Administrateur Unique en place. L'Administrateur Unique ou, le cas échéant, les administrateurs seront élus pour un terme ne pouvant excéder six ans et ils seront rééligibles.

Toute référence dans les Statuts au Conseil d'Administration sera une référence à l'Administrateur Unique (lorsque la Société n'a qu'un associé unique) tant que la Société a un associé unique.

Lorsqu'une personne morale est nommée administrateur de la Société (la Personne Morale), la Personne Morale doit désigner un représentant permanent qui représentera la Personne Morale conformément à l'article 51 bis de la loi luxembourgeoise en date du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle qu'amendée (la Loi sur les Sociétés de 1915).

Le(s) administrateur(s) seront élus par l'Assemblée Générale. Les actionnaires de la Société détermineront également le nombre d'administrateurs, leur rémunération et la durée de leur mandat. Un administrateur peut être révoqué avec ou sans motif et/ou peut être remplacé à tout moment par décision de l'Assemblée Générale.

En cas de vacance d'un poste d'administrateur pour cause de décès, de retraite ou toute autre cause, les administrateurs restants pourront élire, à la majorité des votes, un administrateur pour pourvoir au remplacement du poste devenu vacant jusqu'à la prochaine Assemblée Générale. En l'absence d'administrateur disponible, l'Assemblée Générale devra rapidement être réunie par le commissaire aux comptes et se tenir pour nommer de nouveaux administrateurs.

Art. 12. Réunion du Conseil d'Administration. Le Conseil d'Administration doit nommer un président (le Président) parmi ses membres et peut désigner un secrétaire, administrateur ou non, qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du Conseil d'Administration et des décisions de l'Assemblée Générale ou de l'Associé Unique. Le Président présidera toutes les réunions du Conseil d'Administration et de l'Assemblée Générale. En son absence, l'As-

semblée Générale ou les autres membres du Conseil d'Administration, le cas échéant, nommeront un président pro tempore qui présidera la réunion en question, par un vote à la majorité simple des administrateurs présents ou par procuration à la réunion en question.

Les réunions du Conseil d'Administration seront convoquées par le Président ou par deux administrateurs, au lieu indiqué dans l'avis de convocation qui sera au Luxembourg.

Avis écrit de toute réunion du Conseil d'Administration sera donné à tous les administrateurs au moins vingt-quatre (24) heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature (et les motifs) de cette urgence seront mentionnés brièvement dans l'avis de convocation.

La réunion peut être valablement tenue sans convocation préalable si tous les administrateurs de la Société sont présents ou représentés lors du Conseil d'Administration et déclarent avoir été dûment informés de la réunion et de son ordre du jour. Il peut aussi être renoncé à la convocation écrite avec l'accord de chaque administrateur de la Société donné par écrit, soit en original, soit par télécopie, câble, télégramme, par télex ou par courriel muni d'une signature électronique conforme aux exigences de la loi luxembourgeoise. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du Conseil d'Administration se tenant à une heure et à un endroit prévus dans une résolution préalablement adoptée par le Conseil d'Administration.

Tout membre du Conseil d'Administration peut se faire représenter à toute réunion du Conseil d'Administration en désignant par écrit soit en original, soit par télécopie, câble, télégramme, par télex ou par courriel muni d'une signature électronique conforme aux exigences de la loi luxembourgeoise, à un autre administrateur comme son mandataire.

Un membre du Conseil d'Administration peut représenter plusieurs autres membres empêchés du Conseil d'Administration à la condition qu'au moins deux membres du Conseil d'Administration soient physiquement présents ou assistent à la réunion du Conseil d'Administration par le biais de tout moyen de communication qui est conforme aux exigences du paragraphe qui suit.

Tout administrateur peut participer à la réunion du Conseil d'Administration par conférence téléphonique, visioconférence ou tout autre moyen de communication similaire grâce auquel (i) les administrateurs participant à la réunion du Conseil d'Administration peuvent être identifiés, (ii) toute personne participant à la réunion du Conseil d'Administration peut entendre et parler avec les autres participants, (iii) la réunion du Conseil d'Administration est retransmise en direct et (iv) les membres du Conseil d'Administration peuvent valablement délibérer; la participation à une réunion du Conseil d'Administration par un tel moyen de communication équivaudra à une participation en personne à une telle réunion.

Le Conseil d'Administration ne pourra délibérer et/ou agir valablement que si la majorité au moins des administrateurs est présente ou représentée à une réunion du Conseil d'Administration. Les décisions sont prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés lors de ce Conseil d'Administration. Au cas où lors d'une réunion, il existe une parité des votes pour et contre une résolution, la voix du Président de la réunion ne sera pas prépondérante.

Nonobstant les dispositions qui précèdent, une décision du Conseil d'Administration peut également être prise par voie circulaire pourvu qu'elle soit précédée par une délibération entre administrateurs par des moyens tels que mentionnés par exemple sous le paragraphe 6 du présent article 12. Une telle résolution doit consister en un seul ou plusieurs documents contenant les résolutions et signés, manuellement ou électroniquement par une signature électronique conforme aux exigences de la loi luxembourgeoise, par tous les membres du Conseil d'Administration (résolution circulaire). La date d'une telle décision sera la date de la dernière signature.

L'article 12 ne s'applique pas au cas où la Société est administrée par un Administrateur Unique.

Art. 13. Procès-verbal de réunion du Conseil d'Administration et des résolutions de l'Administrateur Unique. Les résolutions prises par l'Administrateur Unique seront inscrites dans des procès-verbaux tenus au siège social de la Société.

Les procès-verbaux des réunions du Conseil d'Administration seront signés par le Président qui en aura assumé la présidence. Les procès-verbaux des résolutions prises par l'Administrateur Unique seront signés par l'Administrateur Unique.

Les copies ou extraits de procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par le Président, deux membres du Conseil d'Administration ou l'Administrateur Unique, le cas échéant.

Art. 14. Pouvoirs du Conseil d'Administration. Le Conseil d'Administration est investi des pouvoirs les plus larges pour accomplir tous les actes de disposition et d'Administration dans l'intérêt de la Société. Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi sur les Sociétés de 1915 ou par les Statuts à l'Assemblée Générale sont de la compétence du Conseil d'Administration.

Art. 15. Délégation de pouvoirs. Le Conseil d'Administration peut nommer un délégué à la gestion journalière, actionnaire ou non, membre du Conseil d'Administration ou non, qui aura les pleins pouvoirs pour agir au nom de la Société pour tout ce qui concerne la gestion journalière.

Le Conseil d'Administration peut nommer une personne, actionnaire ou non, administrateur ou non, en qualité de représentant permanent de toute entité dans laquelle la Société est nommée membre du conseil d'administration. Ce représentant permanent agira de son propre chef, mais au nom et pour le compte de la Société et engagera la Société en sa qualité de membre du conseil d'administration de toute telle entité.

Le Conseil d'Administration est aussi autorisé à nommer une personne, administrateur ou non, sans l'autorisation préalable de l'Assemblée Générale, pour l'exécution de missions spécifiques à tous les niveaux de la Société.

Art. 16. Signatures autorisées. La Société sera engagée en toutes circonstances (y compris dans le cadre de la gestion journalière) vis-à-vis des tiers par (i) les signatures conjointes de deux administrateurs de la Société ou (ii) dans le cas d'un administrateur unique, la signature de l'Administrateur Unique, ou (iii) par les signatures conjointes de toutes personnes ou l'unique signature de toute personne à qui de tels pouvoirs de signature auront été délégués par le Conseil d'Administration et ce dans les limites des pouvoirs qui leur auront été conférés.

Art. 17. Conflit d'intérêts. Aucun contrat ou autre transaction entre la Société et une quelconque autre société ou entité ne seront affectés ou invalidés par le fait qu'un ou plusieurs administrateurs ou fondateurs de pouvoir de la Société auraient un intérêt personnel dans, ou sont administrateur, associé, fondateur de pouvoir ou employé d'une telle société ou entité.

Tout administrateur ou fondateur de pouvoir de la Société, qui est administrateur, fondateur de pouvoir ou employé d'une société ou entité avec laquelle la Société contracterait ou s'engagerait autrement en affaires, ne pourra en raison de sa position dans cette autre société ou entité, être empêchée de délibérer, de voter ou d'agir en relation avec un tel contrat ou autre affaire.

Au cas où un administrateur de la Société aurait un intérêt personnel et contraire dans une quelconque affaire de la Société, cet administrateur devra informer le Conseil d'Administration de son intérêt personnel et contraire et il ne délibérera et ne prendra part au vote sur cette affaire; rapport devra être fait au sujet de cette affaire et de l'intérêt personnel de cet administrateur à la prochaine Assemblée Générale. Ce paragraphe ne s'applique pas tant que la Société est administrée par un Administrateur Unique.

Tant que la Société est administrée par un Administrateur Unique, les procès-verbaux de l'Assemblée Générale devront décrire les opérations dans lesquelles la Société et l'Administrateur Unique se sont engagés et dans lesquelles l'Administrateur Unique a un intérêt opposé à celui de la Société.

Les deux paragraphes qui précèdent ne s'appliquent pas aux résolutions du Conseil d'Administration ou de l'Administrateur Unique concernant les opérations réalisées dans le cadre ordinaire des affaires courantes de la Société lesquelles sont conclues à des conditions normales.

Art. 18. Commissaire aux comptes. Les opérations de la Société seront surveillées par un ou plusieurs commissaires aux comptes. Le commissaire aux comptes sera élu pour une période n'excédant pas six ans et il sera rééligible.

Le commissaire aux comptes sera nommé par l'Assemblée Générale qui détermine leur nombre, leur rémunération et la durée de leur fonction.

Le commissaire aux comptes en fonction peut être révoqué à tout moment, avec ou sans motif, par l'Assemblée Générale.

Art. 19. Exercice social. L'exercice social commencera le 1^{er} janvier de chaque année et se terminera le 31 décembre de chaque année.

Art. 20. Affectation des Bénéfices. Il sera prélevé sur le bénéfice net annuel de la Société cinq pour cent (5%) qui seront affectés à la réserve légale. Ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque la réserve légale aura atteint dix pour cent (10%) du capital social de la Société tel qu'il est fixé ou tel que celui-ci aura été augmenté ou réduit de temps à autre, conformément à l'article 5 des Statuts.

L'Assemblée Générale décidera de l'affectation du solde restant du bénéfice net annuel et décidera seule de payer des dividendes de temps à autre, comme elle estime à sa discrétion convenir au mieux à l'objet et à la politique de la Société.

Les dividendes pourront être payés en Euros ou en toute autre devise choisie par le Conseil d'Administration et devront être payés au lieu et place choisis par le Conseil d'Administration. Le Conseil d'Administration peut décider de payer des dividendes intérimaires sous les conditions et dans les limites fixées par la Loi sur les Sociétés de 1915.

Art. 21. Dissolution et Liquidation. La Société peut être dissoute, à tout moment, par une décision de l'Assemblée Générale de la Société statuant comme en matière de modifications des Statuts, tel que prescrit à l'article 22 ci-après. En cas de dissolution de la Société, il sera procédé à la liquidation par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs (qui peuvent être des personnes physiques ou morales), et qui seront nommés par la décision de l'Assemblée Générale décidant cette liquidation. L'assemblée Générale déterminera également les pouvoirs et la rémunération du ou des liquidateurs.

Art. 22. Modifications statutaires. Les présents Statuts pourront être modifiés de temps en temps par l'Assemblée Générale extraordinaire dans les conditions de quorum et de majorité requises par la Loi sur les Sociétés de 1915 et aux lois modificatives.

Art. 23. Droit applicable. Toutes les questions qui ne sont pas régies expressément par les présents Statuts seront tranchées en application de la Loi sur les Sociétés de 1915 et aux lois modificatives.

Dispositions transitoires

- a) Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se termine le 31 décembre 2008.

b) La première Assemblée Générale annuelle se tiendra en 2009.

Souscription

Les trois mille deux cents (3.200) actions ont été souscrites par la société anonyme PARFISO S.A., avec siège social à L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert, inscrite au registre de commerce et des sociétés à Luxembourg sous le numéro B 125.133.

Toutes ces actions ont été immédiatement et entièrement libérées par versements en espèces, de sorte que la somme de trente-deux mille euros (€ 32.000,-) se trouve dès maintenant à la disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire.

Déclaration

Le notaire soussigné déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi du dix août mille neuf cent quinze sur les sociétés commerciales et en constate expressément l'accomplissement.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève approximativement à la somme de mille cinq cents euros (€ 1.500,-).

Résolutions de l'associé unique

La partie comparante, représentant l'intégralité du capital souscrit, a pris les résolutions suivantes:

1- Le nombre des administrateurs est fixé à quatre et celui des commissaires à un.

2.- Sont appelés aux fonctions d'administrateurs:

a) Monsieur Ivo Kustura, maître en droit, demeurant professionnellement à L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert.

b) Monsieur Jean Lambert, maître en sciences économiques, demeurant professionnellement à L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert.

c) Monsieur Patrice Yande, responsable de la comptabilité, demeurant professionnellement à L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert.

d) Madame Catherine Peuteman, employée privée, demeurant professionnellement à L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert.

3.- Est appelé aux fonctions de commissaire:

La société anonyme EXAUDIT S.A., ayant son siège social à L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert, inscrite au registre de commerce et des sociétés à Luxembourg sous le numéro B 124.982.

4.- Le premier mandat des administrateurs et du commissaire expirera à l'assemblée générale de 2013.

5.- Le conseil d'administration est autorisé à déléguer la gestion journalière des affaires de la société et sa représentation à un administrateur-délégué.

6.- Le siège social de la société est fixé à L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, agissant comme dit ci-avant, connus du notaire par noms, prénoms usuels, états et demeures, ils ont signé ensemble avec le notaire le présent acte.

Signé: J. Lambert, P. Yande, H. Beck.

Enregistré à Echternach, le 1^{er} février 2008. Relation: ECH/2008/126. — Reçu 160 euros.

Le Receveur (signé): Miny.

Pour expédition conforme, délivrée à la demande, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Echternach, le 6 février 2008.

H. Beck.

Référence de publication: 2008021738/201/292.

(080020378) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 février 2008.

InPro Licensing S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 90.144.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 janvier 2008.

D. Beaucé.

Référence de publication: 2008022001/710/13.

Enregistré à Luxembourg, le 4 février 2008, réf. LSO-CN00649. - Reçu 26 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080020014) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 février 2008.

Manoir (Lux) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 762.500,00.

Siège social: L-2636 Luxembourg, 12, rue Léon Thyès.

R.C.S. Luxembourg B 99.212.

Le bilan modifié au 31 décembre 2005 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

B. Zech.

Référence de publication: 2008022005/724/13.

Enregistré à Luxembourg, le 6 février 2008, réf. LSO-CN01046. - Reçu 20 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080020018) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 février 2008.

Maison de Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-6633 Wasserbillig, 24, route de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 135.863.

—
STATUTEN

Im Jahre zwei tausend sieben, den ein und zwanzigsten Dezember.

Vor dem unterzeichneten Notar Jean Seckler, mit dem Amtssitz in Junglinster, (Großherzogtum Luxemburg);

Ist erschienen:

1) Die Aktiengesellschaft INTER-HAUS-LUXEMBOURG S.A., mit Sitz in L-2146 Luxembourg, 74, rue de Merl, hier rechtmäßig vertreten durch einen ihrer Delegierten des Verwaltungsrates Herrn Gerhard Nellinger, hiernach genannt.

2) Herr Gerhard Nellinger, Berater, beruflich wohnhaft in L-2146 Luxembourg, 74, rue de Merl.

Welcher Komparsent, namens handelnd wie hiervoor erwähnt, den Notar ersucht die Satzung einer Aktiengesellschaft, welche hiermit gründet wird, zu beurkunden wie folgt:

Titel I. Name, Sitz, Zweck, Dauer

Art. 1. Unter der Bezeichnung MAISON DE LUXEMBOURG S.A. wird hiermit eine Aktiengesellschaft gegründet.

Art. 2. Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in der Gemeinde Mertert- Wasserbillig.

Durch einfachen Beschluss des Verwaltungsrates können Niederlassungen, Filialen und Tochtergesellschaften, Agenturen und Büros sowohl im Großherzogtum Luxemburg als auch im Ausland errichtet werden.

Unbeschadet der Regeln des allgemeinen Rechtes betreffend die Kündigung von Verträgen, falls der Gesellschaftssitz auf Grund eines Vertrages mit Drittpersonen festgesetzt wurde, kann, durch einfachen Beschluss des Verwaltungsrates, der Sitz der Gesellschaft an jede andere Adresse innerhalb der Gemeinde Mertert-Wasserbillig verlegt werden.

Der Gesellschaftssitz kann durch Beschluss der Generalversammlung an jeden beliebigen Ort im Großherzogtum verlegt werden.

Art. 3. Die Dauer der Gesellschaft ist unbegrenzt.

Art. 4. Zweck der Gesellschaft ist der Erwerb, die Verwaltung, die Verwertung und die Veräußerung von sowohl in Luxemburg als auch im Ausland gelegenen Immobilien.

Im Rahmen ihrer Tätigkeit kann die Gesellschaft in Hypothekeneintragungen einwilligen, Darlehen aufnehmen, mit oder ohne Garantie, und für andere Personen oder Gesellschaften Bürgschaften leisten, unter Vorbehalt der diesbezüglichen gesetzlichen Bestimmungen.

Die Gesellschaft kann außerdem alle anderen Operationen kommerzieller, industrieller, finanzieller, mobiliarer und immobilärer Art, welche sich direkt oder indirekt auf den Gesellschaftszweck beziehen oder denselben fördern, ausführen.

Titel II. Kapital, Aktien

Art. 5. Das Gesellschaftskapital beträgt drei und dreißig tausend Euro (33.000,- EUR), eingeteilt in drei hundert dreißig (330) Aktien von jeweils ein hundert Euro (100,-EUR).

An Stelle von Einzelaktien können Zertifikate über eine Mehrzahl von Aktien ausgestellt werden, nach Wahl der Aktionäre.

Die Aktien lauten auf den Namen oder den Inhaber, nach Wahl der Aktionäre.

Die Gesellschaft darf im Rahmen der gesetzlichen Bestimmungen ihre eigenen Aktien erwerben.

Das Gesellschaftskapital darf den gesetzlichen Bedingungen entsprechend erhöht oder reduziert werden.

Sofern und solange ein Gesellschafter alleiniger Inhaber aller Aktien ist, gilt die Gesellschaft als Einmannaktiengesellschaft im Sinne des Gesetzes vom 25. August 2006 über die europäische Gesellschaft (SE), die Aktiengesellschaft mit Vorstand und Aufsichtsrat («société anonyme à directoire et conseil de surveillance») und die Einmannaktiengesellschaft («société anonyme unipersonnelle»). Zählt die Gesellschaft nur eine Person, so wird diese als «Alleingesellschafter» bezeichnet. Die Gesellschaft kann einen Alleingesellschafter bei ihrer Gründung oder als Folge der Vereinigung sämtlicher Aktien in einer Hand haben. Das Ableben oder die Auflösung des Alleingesellschafters bewirkt nicht die Auflösung der Gesellschaft.

Titel III. Verwaltung

Art. 6. Die Gesellschaft wird verwaltet von einem Verwaltungsrat bestehend aus mindestens drei Mitgliedern, Gesellschafter oder nicht, welche für eine Höchstdauer von sechs Jahren von der Hauptversammlung der Aktionäre ernannt werden und von ihr wieder abberufen werden können. Besteht die Gesellschaft jedoch nur aus einem Alleingesellschafter oder wird anlässlich einer Hauptversammlung der Aktionäre festgestellt, dass sie nur noch einen Alleingesellschafter zählt, kann die Zusammensetzung des Verwaltungsrats auf ein Mitglied beschränkt werden, welches als Alleinverwalter («administrateur unique») bezeichnet wird, dies bis zur nächsten auf die Feststellung der Existenz von mehr als einem Gesellschafter folgenden ordentlichen Hauptversammlung.

Sie bestimmt die Zahl der Verwaltungsratsmitglieder, ihre Amtszeit und ihre Vergütung.

Art. 7. Der Verwaltungsrat wird unter seinen Mitgliedern einen Vorsitzenden ernennen.

Auf Antrag des Vorsitzenden kommt der Verwaltungsrat so oft zusammen, wie es das Interesse der Gesellschaft erfordert. Er muss zusammenkommen, wenn zwei Verwaltungsratsmitglieder dies verlangen.

Falls sich der Verwaltungsrat auf einen Alleinverwalter beschränkt, ist dieser Artikel nicht anwendbar.

Art. 8. Der Verwaltungsrat hat die weitestgehenden Befugnisse, alle Verwaltungs- und Veräußerungshandlungen im Rahmen des Gesellschaftszweckes vorzunehmen. Alles was nicht ausdrücklich durch das Gesetz oder die gegenwärtige Satzung der Generalversammlung der Aktionäre vorbehalten ist, fällt in den Zuständigkeitsbereich des Verwaltungsrates.

Der Verwaltungsrat ist ermächtigt, unter den gesetzlichen Bedingungen Vorschüsse auf Dividenden auszuzahlen.

Art. 9. Die Gesellschaft wird durch die Kollektivunterschrift von zwei Verwaltungsratsmitgliedern oder durch die Einzelunterschrift des delegierten Verwaltungsratsmitgliedes oder durch die Einzelunterschrift des Alleinverwalters rechtsgültig verpflichtet, unter der Bedingung, dass spezielle Beschlüsse vorliegen über die Unterschriftsberechtigung im Falle der Befugnisübertragung oder Vollmachterteilung durch den Verwaltungsrat im Rahmen des Artikels 10 dieser Satzung.

Art. 10. Der Verwaltungsrat darf seine Befugnisse zur Führung der täglichen Geschäftsführung einem oder mehreren Verwaltungsratsmitgliedern, welche delegierte Verwaltungsratsmitglieder genannt werden, übertragen.

Er darf ebenfalls die Führung der Gesellschaft oder einer Einzelabteilung einem oder mehreren Direktoren übertragen und Spezialvollmachten für bestimmte Angelegenheiten einem oder mehreren Bevollmächtigten erteilen; dieselben brauchen nicht Aktionäre zu sein.

Art. 11. Streitfälle, an denen die Gesellschaft als Kläger oder Beklagter beteiligt ist, werden im Namen der Gesellschaft vom Verwaltungsrat abgewickelt, welcher durch seinen Vorsitzenden oder durch das speziell für diesen Zweck bestimmte Verwaltungsratsmitglied vertreten wird.

Titel IV. Aufsicht

Art. 12. Die Aufsicht der Gesellschaft obliegt einem oder mehreren Kommissaren, welche die Generalversammlung der Aktionäre ernannt. Die Generalversammlung bestimmt außerdem ihre Zahl und ihre Vergütung sowie ihre Amtszeit, welche sechs Jahre nicht überschreiten darf.

Titel V. Generalversammlung

Art. 13. Die jährliche Generalversammlung findet rechtens statt am dritten Freitag des Monats Mai um 14.00 Uhr, am Gesellschaftssitz oder an einem anderen, in der Einberufung angegebenen Ort.

Sofern dieser Tag ein Feiertag ist, findet die Generalversammlung am ersten darauffolgenden Werktag statt.

Sofern die Gesellschaft einen Alleingesellschafter zählt, übt dieser die der Hauptversammlung der Aktionäre zufallenden Befugnisse aus.

Titel VI. Geschäftsjahr, Gewinnverteilung

Art. 14. Das Geschäftsjahr läuft jeweils vom 1. Januar bis zum 31. Dezember eines jeden Jahres.

Art. 15. Der positive Saldo der Gewinn- und Verlustrechnung nach Abzug der allgemeinen Unkosten und der Abschreibungen bildet den Reingewinn der Gesellschaft. Jedes Jahr werden fünf Prozent des Reingewinns vorweggenommen und der gesetzlichen Rücklage zugeführt. Diese Vorwegnahmen und Zuführungen sind nicht mehr zwingend vorgeschrieben, wenn die Rücklage zehn Prozent des Kapitals erreicht hat, müssen jedoch wieder einsetzen bis zu seiner vollständigen Wiederherstellung, wenn der Rücklagefonds zu einem gegebenen Zeitpunkt aus welchem Grund auch immer in Anspruch genommen worden ist.

Der Saldo steht zur freien Verfügung der Generalversammlung.

Titel VII. Auflösung, Liquidation

Art. 16. Die Gesellschaft kann durch einen Generalversammlungsbeschluss der Aktionäre aufgelöst werden. Ein oder mehrere Liquidatoren, natürliche oder juristische Personen, ernannt von der Generalversammlung der Aktionäre, welche ihre Befugnisse und Vergütungen bestimmt, führen die Liquidation durch.

Titel VIII. Allgemeine Bestimmungen

Art. 17. Die Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften, einschließlich der Änderungsgesetze, finden ihre Anwendung überall wo gegenwärtige Satzung keine Abweichung beinhaltet.

Übergangsbestimmungen

- 1.- Das erste Geschäftsjahr beginnt mit dem heutigen Tage und endet am 31. Dezember 2008.
- 2.- Die erste jährliche Generalversammlung findet im Jahre 2009 statt.

Zeichnung und Einzahlung

Nach erfolgter Festlegung der Satzung erklären die Komparenten, dass die Aktien wie folgt gezeichnet wurden:

1) Die Aktiengesellschaft INTER-HAUS-LUXEMBOURG S.A., vorgeannt, drei hundert neun und zwanzig Aktien	329
.....	
2) Herr Gerhard Nellinger, vorgeannt, eine Aktie	1
Total: drei hundert dreißig Aktien	330

Alle vorgeannten Aktien wurden voll und ganz eingezahlt, so dass ab sofort der Gesellschaft ein Kapital von drei und dreißig tausend Euro (33.000,- EUR) zur Verfügung steht, was dem amtierenden Notar ausdrücklich nachgewiesen wurde.

Erklärung

Der unterzeichnete Notar erklärt, dass die in Artikel 26 des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften vorgesehenen Bedingungen erfüllt sind.

Kosten

Der Gesamtbetrag der Kosten, Ausgaben, Vergütungen und Abgaben, unter welcher Form auch immer, welche der Gesellschaft aus Anlass ihrer Gründung entstehen, beläuft sich auf ungefähr ein tausend vier hundert fünfzig Euro zu deren Zahlung die Gründer sich persönlich verpflichten.

Ausserordentliche Generalversammlung

Alsdann finden die eingangs erwähnten Komparenten, die das gesamte Aktienkapital vertreten, sich zu einer außerordentlichen Generalversammlung zusammen, zu der sie sich als ordentlich einberufen erklären und haben einstimmig folgende Beschlüsse gefasst:

- 1.- Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in L-6633 Wasserbillig, 24, route de Luxembourg.
- 2.- Die Zahl der Mitglieder des Verwaltungsrates wird auf drei, und die der Kommissare auf einen festgesetzt.
- 3.- Zu Mitgliedern des Verwaltungsrates werden ernannt:
 - a) Herr Klaus Baasch, Betriebswirt, geboren in Trier, (Bundesrepublik Deutschland), am 25. April 1946, wohnhaft in D-54290 Trier, Bruchhausenstrasse 23;
 - b) Herr Jens Baasch, Student, geboren in Trier, (Bundesrepublik Deutschland), am 30. September 1980, wohnhaft in D-54290 Trier, Bruchhausenstrasse 23;
 - c) Herr Gregor Gilbers, immobilienwirt, geboren in Trier, (Bundesrepublik Deutschland), am 22. Februar 1967, wohnhaft in D-54290 Trier, Bruchhausenstrasse 23.
- 4.- Frau Elisabeth Baasch, kaufmännische Angestellte, geboren in Ensdorf, (Bundesrepublik Deutschland), am 5. November 1946, wohnhaft in D-54668 Prümzurlay, Maarheckstrasse 31/33, wird zum Kommissar ernannt.
- 5.- Die Mandate der Verwaltungsratsmitglieder und des Kommissars enden sofort nach der jährlichen Generalversammlung von 2013.

Worüber Urkunde, aufgenommen in Junglinster, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an den Komparenten, namens handelnd wie hiavor erwähnt, dem amtierenden Notar nach Namen, Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, hat derselbe gegenwärtige Urkunde mit Uns Notar unterschrieben.

Gezeichnet: G. Nellinger, J. Seckler.

Enregistré à Grevenmacher, le 3 janvier 2008, Relation GRE/2008/109. — Reçu 330 euros.

Le Receveur (signé): G. Schlink.

Für gleichlautende Ausfertigung erteilt zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, den 6. Februar 2008.

J. Seckler.

Référence de publication: 2008021743/231/152.

(080020598) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 février 2008.

Etablissement des soins S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1145 Luxembourg, 180, rue des Aubépines.

R.C.S. Luxembourg B 95.847.

Im Jahre zwei tausend sieben, den einundzwanzigsten Dezember.

Vor dem unterzeichneten Henri Beck, Notar mit dem Amtswohnsitz in Echternach,

Versammelten sich in einer ausserordentlichen Generalversammlung die Anteilseigner, beziehungsweise deren Vertreter, der Gesellschaft ETABLISSEMENT DES SOINS S.A. mit Sitz in L-1145 Luxembourg, 180, rue des Aubépines, eingetragen beim Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg unter der Nummer B 95.847,

gegründet zufolge Urkunde aufgenommen durch Notar Joseph Gloden, mit dem Amtswohnsitz in Grevenmacher, am 19. September 2003, veröffentlicht im Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations Nummer 1076 vom 16. Oktober 2003, und deren Statuten abgeändert wurden wie folgt:

- zufolge Urkunde aufgenommen durch den amtierenden Notar am 29. Januar 2007, veröffentlicht im Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations Nummer 730 vom 27. April 2007,

- zufolge Urkunde aufgenommen durch den amtierenden Notar, am 11. Oktober 2007, veröffentlicht im Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations Nummer 2616 vom 15. November 2007.

Das Gesellschaftskapital beläuft sich auf fünfunddreissig tausend Euro (€ 35.000,-), eingeteilt in dreihundertfünfzig (350) Aktien mit einem Nennwert von je einhundert Euro (€ 100,-).

Den Vorsitz der Generalversammlung führt Herr Guy Kettmann, Privatbeamter, beruflich ansässig in Luxemburg.

Er beruft zum Schriftführer Frau Fanny Marx, Privatbeamtin, beruflich ansässig in Luxemburg,

und zum Stimmzähler Frau Catherine Day-Royemans, Privatbeamtin, beruflich ansässig in Luxemburg.

Der Vorsitzende stellt gemeinsam mit den Versammlungsmitgliedern fest:

I.- Gegenwärtigem Protokoll liegt ein Verzeichnis der Aktien und der Gesellschafter bei, welche Liste von den Gesellschaftern, beziehungsweise deren Vertretern, sowie den Mitgliedern der Versammlung und dem amtierenden Notar unterzeichnet ist, um mit derselben einregistriert zu werden.

II.- Da sämtliche Aktien der Gesellschaft durch die Gesellschafter oder deren Beauftragte vertreten sind, waren Einberufungsschreiben hinfällig, somit ist gegenwärtige Versammlung rechtsgültig zusammengetreten.

III.- Die Tagesordnung der Generalversammlung begreift folgende Punkte:

- Beschließung der vorzeitigen Auflösung der Gesellschaft und ihre Liquidation mit Wirkung vom heutigen Tage an.

- Ernennung des Liquidators und Festlegung seiner Befugnisse.

Alsdann wurden nach Eintritt in die Tagesordnung einstimmig folgende Beschlüsse gefasst:

Erster Beschluss

Die Gesellschafter beschließen die vorzeitige Auflösung der Gesellschaft und ihre Liquidation mit Wirkung vom heutigen Tage an.

Zweiter Beschluss

Die Gesellschafter beschließen zum Liquidator zu ernennen:

Die Gesellschaft mit beschränkter Haftung LUX AUDIT REVISION S.à r.l., mit Sitz in L-1471 Luxembourg, 257, route d'Esch, eingetragen beim Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg unter der Nummer B 43.299.

Der Liquidator hat die weitgehendsten Befugnisse sowie sie in Artikel 144 und folgende des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften vorgesehen sind.

Er kann die in Artikel 145 vorgesehenen Handlungen tätigen, ohne daß es einer Genehmigung durch die Versammlung der Gesellschafter bedarf.

Der Liquidator ist nicht verpflichtet ein Inventar aufzustellen, sondern er kann sich auf die Bücher der Gesellschaft berufen.

Auch kann er unter seiner eigenen Verantwortung, für bestimmte Handlungen einen oder mehrere Bevollmächtigte für eine von ihm bestimmte Dauer ernennen.

Da hiermit die Tagesordnung erschöpft ist, schliesst die Sitzung.

Worüber Urkunde, aufgenommen in Luxemburg, Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an die Komparenten, dem Notar nach Namen, Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, haben dieselben mit dem Notar die gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: G. Kettmann, C. Day-Royemans, F. Marx, H. Beck.

Enregistré à Echternach, le 28 décembre 2007. Relation: ECH/2007/1717. — Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): Miny.

Für gleichlautende Ausfertigung, auf Begehrt erteilt, zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Echternach, den 22. Januar 2008.

H. Beck.

Référence de publication: 2008021741/201/59.

(080020526) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 février 2008.

Alben S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8020 Strassen, 20, rue de la Solidarité.

R.C.S. Luxembourg B 67.122.

— DISSOLUTION

L'an deux mille sept, le vingt-quatre décembre.

Par-devant Maître Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

La société anonyme CHIPPO S.A.H., R.C.S. Luxembourg section B numéro 37 682, établie et ayant son siège social au 20, rue de la Solidarité, L-8020 Strassen,

ici représentée par Monsieur Marc Prospert, employé privé, avec adresse professionnelle au 3, route de Luxembourg, L-6130 Junglinster,

en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée en date du 22 décembre 2007.

Laquelle procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire et le notaire instrumentaire, restera annexée au présent acte avec lequel elle sera enregistrée.

Laquelle comparante, par son mandataire, a requis le notaire instrumentaire d'acter ce qui suit:

1.- Que la société anonyme ALBEN SA., (ci-après la «Société»), ayant son siège social au 20, rue de la Solidarité, L-8020 Strassen, R.C.S. Luxembourg section B numéro 67.122, a été constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentaire, en date du 18 novembre 1998, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 52 du 29 janvier 1999.

2.- Que le capital social était antérieurement fixé à un million deux cent cinquante mille francs luxembourgeois (1.250.000,- LUF), représenté par mille deux cent cinquante (1.250) actions ayant eu une valeur nominale de mille francs luxembourgeois (1.000,- LUF) chacune.

3.- Que la comparante est devenue propriétaire de toutes les actions de la Société et qu'en tant qu'actionnaire unique elle déclare expressément procéder à la dissolution de la Société, par reprise par elle de l'intégralité de l'actif et du passif de la Société.

4.- Que tout l'actif et le passif de la Société dissoute seront transmis à l'actionnaire unique.

5.- Que décharge pleine et entière est accordée aux administrateurs et au commissaire de la Société pour l'exécution de leurs mandats.

6.- Que les actions de la Société dissoute n'ont jamais été matérialisées.

7.- Que les livres et documents de la Société dissoute resteront déposés pendant cinq ans au moins à l'ancien siège de la Société dissoute.

Frais

Le montant des frais, dépenses et rémunérations quelconques incombant à la Société en raison des présentes s'élève approximativement à six cent cinquante euros (650,- EUR).

Dont acte, fait et passé à Junglinster, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la comparante, celui-ci a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: M. Prospert, J. Seckler.

Enregistré à Grevenmacher, le 7 janvier 2008, Relation GRE/2008/182. — Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): G. Schlink.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 31 janvier 2008.

J. Seckler.

Référence de publication: 2008021746/231/45.

(080020248) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 février 2008.

Erminia S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 126.883.

—
DISSOLUTION

L'an deux mille sept, le vingt-quatre décembre.

Par-devant Maître Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné.

A comparu:

La société anonyme GMI EUROPE S.A., ayant son siège social à L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider (ci-après le comparant),

ici représentée par Monsieur Alain Thill, employé privé, demeurant professionnellement à L-6130 Junglinster, 3, route de Luxembourg,

en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée, laquelle, après avoir été signée ne varietur par la mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.

Lequel comparant, par sa représentante susnommée, a requis le notaire instrumentaire de documenter comme suit ses déclarations:

1.- Que la société à responsabilité limitée ERMINIA S.à r.l., ayant son siège social à L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider, R.C.S. Luxembourg section B numéro 126.883, a été constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 13 mars 2007, publié au Mémorial C numéro 1142 du 13 juin 2007.

2.- Que le capital social s'élève actuellement à douze mille cinq cents euros (12.500,- EUR), représenté par cent vingt-cinq (125) parts sociales de cent euros (100,- EUR) chacune.

3.- Que le comparant est l'associé unique de la prédite société ERMINIA S.à r.l.

4.- Que le comparant a décidé de dissoudre et de liquider la société ERMINIA S.à r.l., qui a arrêté ses activités.

5.- Que le comparant déclare avoir repris tous les éléments d'actifs et de passifs de la société ERMINIA S.à r.l.

6.- Qu'il est attesté que tout l'actif est dévolu au comparant et qu'il assure le paiement de toutes les dettes de la société, même inconnues à l'instant.

7.- Que la liquidation de la société ERMINIA S.à r.l. est à considérer comme définitivement close.

8.- Que décharge pleine et entière est donnée au gérant actuel de la société pour l'exécution de son mandat.

9.- Que les livres et documents de la société seront conservés pendant cinq ans à l'ancien siège social de la société.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société, ou qui sont mis à sa charge à raison des présentes, s'élève approximativement à la somme de six cent cinquante euros.

Dont acte, fait et passé à Junglinster, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire, il a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: A. Thill, J. Seckler.

Enregistré à Grevenmacher, le 7 janvier 2008, Relation GRE/2008/175. — Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): G. Schlink.

Pour expédition conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 31 janvier 2008.

J. Seckler.

Référence de publication: 2008021754/231/42.

(080020232) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 février 2008.

Chronotron S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1611 Luxembourg, 65, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 115.720.

—
EXTRAIT

En date du 27 décembre 2007, l'Associé unique a pris la résolution suivante:

La démission de Monsieur Bart Zech en tant que gérant de la société est acceptée avec effet au 1^{er} janvier 2008.

Luxembourg, le 27 décembre 2007.

Pour extrait conforme

F. Walenta

Référence de publication: 2008022166/724/16.

Enregistré à Luxembourg, le 1^{er} février 2008, réf. LSO-CN00360. - Reçu 14 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(080020314) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 février 2008.

Cavernet S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1611 Luxembourg, 65, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 112.775.

—
EXTRAIT

En date du 27 décembre 2007, l'Associé unique a pris la résolution suivante:

La démission de Monsieur Bart Zech en tant que gérant de la société est acceptée avec effet au 1^{er} janvier 2008.

Luxembourg, le 27 décembre 2007.

Pour extrait conforme

F. Walenta

Référence de publication: 2008022167/724/16.

Enregistré à Luxembourg, le 1^{er} février 2008, réf. LSO-CN00361. - Reçu 14 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(080020315) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 février 2008.

Etna, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9515 Wiltz, 59, rue Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 111.202.

—
Je soussigné Mr Cédric Charbit, étudiant, né à Bergerac (France) le 25 novembre 1987, domicilié professionnellement à Luxembourg transfère à

la société OFIRA INTERNATIONAL INC, Corporation Number P07000122688, ayant son siège social 1903 60th Place E, Suite M6194, Bradenton, FL, 34203 (State of Florida - USA)

le nombre de 34 parts sociales de la S.à r.l. ETNA, avec siège social 59, rue Grande-Duchesse Charlotte, L-9515 Wiltz, numéro R.C.S. Luxembourg B 111.202 au capital de 12.500,- EUR.

La présente vente est consentie à la valeur nominale des parts, soit 34 x 12,5 EUR = 425,- EUR.

Le soussigné, Mr Alain Charbit, agissant en sa qualité de gérant de la société ETNA Sàrl, déclare accepter la présente cession de parts au nom et pour le compte de la société ETNA sàrl.

Fait à Luxembourg, le 10 décembre 2007.

C. Charbit / OFIRA INTERNATIONAL INC / A. Charbit

Le vendeur / L'acheteur / Gérant

Référence de publication: 2008022122/1969/22.

Enregistré à Luxembourg, le 1^{er} février 2008, réf. LSO-CN00159. - Reçu 14 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(080020743) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 février 2008.

Delphi Holdings Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 100.000.000,00.

Siège social: L-4940 Bascharage, 1, route de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 99.207.

—
EXTRAIT

Les comptes annuels au 31 décembre 2006 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 février 2007.

Pour la Société

Signature

Référence de publication: 2008022023/4475/16.

Enregistré à Luxembourg, le 7 février 2008, réf. LSO-CN01663. - Reçu 109 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080020645) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 février 2008.

Rosebush S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2546 Luxembourg, 5, rue C.M. Spoo.

R.C.S. Luxembourg B 59.763.

Il résulte de la réunion du Conseil d'Administration qui s'est tenue à Luxembourg, en date du 3 décembre 2007, que le Conseil d'Administration a pris, à l'unanimité des voix, la résolution suivante:

Première et unique résolution

Le Conseil d'Administration décide à l'unanimité des voix de transférer le siège social de la société du 9-11, rue Goethe, L-1637 Luxembourg au 5, rue CM. Spoo, L-2546 Luxembourg avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 décembre 2007.

Le Conseil d'Administration

D. Murari / V. Thill

Président / Administrateur

Référence de publication: 2008022098/43/19.

Enregistré à Luxembourg, le 31 janvier 2008, réf. LSO-CM10396. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080020531) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 février 2008.

House Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 960.000,00.

Siège social: L-1611 Luxembourg, 65, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 114.191.

EXTRAIT

En date du 27 décembre 2007, l'Associé unique a pris les résolutions suivantes:

- Les démissions de Monsieur Frank Walenta et Monsieur Henry Klotz en tant que gérants sont acceptées avec effet au 1^{er} janvier 2008.

- Monsieur Philippe Alexis, domicilié au 12, rue Commandant Pilot à F-92200 Neuilly-sur-Seine, est élu nouveau gérant de la société avec effet au 1^{er} janvier 2008 et ce pour une durée indéterminée.

Luxembourg, le 27 décembre 2007.

Pour extrait conforme

B. Zech

Référence de publication: 2008022176/724/19.

Enregistré à Luxembourg, le 1^{er} février 2008, réf. LSO-CN00371. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080020387) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 février 2008.

Glenbrook S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1611 Luxembourg, 65, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 125.184.

EXTRAIT

En date du 27 décembre 2007, l'Associé unique a pris la résolution suivante:

La démission de Monsieur Bart Zech en tant que gérant de la société est acceptée avec effet au 1^{er} janvier 2008.

Luxembourg, le 27 décembre 2007.

Pour extrait conforme

F. Walenta

Référence de publication: 2008022172/724/16.

Enregistré à Luxembourg, le 1^{er} février 2008, réf. LSO-CN00366. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080020353) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 février 2008.

Bell Global Investments, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2611 Luxembourg, 85-91, route de Thionville.

R.C.S. Luxembourg B 135.850.

—
STATUTES

In the year two thousand and seven, on the twenty first of December.

Before Us, Maître Martine Decker, notary, residing in Hesperange.

There appeared:

BELL (CYPRUS) GLOBAL INVESTMENT LTD, a limited company incorporated under the laws of Cyprus, with registered office at 232 Arch. Makarios III Avenue Apollon Court, 1st floor, Flat 203, 3030 Limassol, Cyprus,

here represented by Mr. Jan Rottiers, legal counsel, residing professionally at 85-91 route de Thionville L-2611 Luxembourg, by virtue of a proxy given in Limassol, Cyprus, on 21st December 2007.

Such proxy, after having been signed *ne varietur* by the proxyholder acting on behalf of the appearing party and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed to be filed together with it with the registration authorities.

The appearing party, represented as stated here above, has requested the undersigned notary to record the following:

I. BELL (CYPRUS) GLOBAL INVESTMENT LTD is the sole shareholder of BELL GLOBAL INVESTMENTS LTD, a company incorporated and organized under the laws of the British Virgin Islands, having its registered office at Akara Building, 24 De Castro Street, Wickhams Cay I, Road Town, Tortola, British Virgin Islands (the Company).

II. That by a resolution of the directors of the Company validly adopted on 21st December 2007, a copy of which shall remain annexed to the present deed, the Company resolved to transfer its registered seat, principal establishment and place of effective management from Tortola in the British Virgin Islands to the City of Luxembourg with immediate effect without the Company being dissolved but on the contrary with full corporate and legal continuance. All formalities required under the laws of the British Virgin Islands to give effect to that resolution have been duly performed.

III. The agenda of the meeting is the following:

1. Transfer of the registered seat, the principal establishment and place of effective management of the Company from the British Virgin Islands to the City of Luxembourg with immediate effect, without the Company being dissolved but on the contrary with full corporate and legal continuance;

2. Adoption by the Company of the legal form of a private limited liability Company (*société à responsabilité limitée*) with the name BELL GLOBAL INVESTMENTS and acceptance of the Luxembourg nationality arising from the transfer of the registered seat, the principal establishment and place of effective management of the Company to the City of Luxembourg;

3. Approval of the opening balance sheet of the Company as at the date of migration;

4. Complete restatement of the Company's articles of association so as to conform them to the laws of Luxembourg, as a consequence of the Company's acceptance of the Luxembourg nationality as specified in item 2. above;

5. Acknowledgement of the resignation of the current directors, special vote of discharge and appointment of two (2) managers for an unlimited duration; and

6. Establishment of the registered seat, the principal establishment and place of effective management of the Company at 85-91, route de Thionville, L-2611 Luxembourg.

Thereupon, the appearing party, represented as stated here above, requested the notary to record that:

First resolution

The sole partner resolves to transfer the registered seat, the principal establishment and place of effective management of the Company from the British Virgin Islands to the City of Luxembourg with immediate effect, without the Company being dissolved but on the contrary with full corporate and legal continuance. The sole partner further declares that all formalities required under the laws of the British Virgin Islands to give effect to such transfer have been duly performed.

Second resolution

The sole partner resolves that the Company adopts the form of a private limited liability company (société à responsabilité limitée) with the name BELL GLOBAL INVESTMENTS, accepts the Luxembourg nationality and shall as from the date of the present deed be subject to the laws of Grand Duchy of Luxembourg.

Third resolution

The sole partner approves the opening balance sheet of the Company as of December 21st, 2007, a copy of which shall remain attached to the present deed.

Fourth resolution

As a result of the foregoing resolutions, the sole partner resolves to amend and completely restate the articles of association of the Company so as to conform them to Luxembourg laws.

The restated articles of association of the Company shall read as follows:

Chapter I. Form, Name, Registered Office, Object, Duration

Art. 1. Form. There is formed a private limited liability company (société à responsabilité limitée) (hereafter the «Company»), which will be governed by the laws pertaining to such an entity, and in particular by the law of August 10th, 1915 on commercial companies as amended (hereafter the «Law»), as well as by the present articles of association (hereafter the «Articles»).

The Company is initially composed of one single Shareholder, subscriber of all the shares. The Company may however at any time be composed of several Shareholders, but not exceeding forty (40) Shareholders, notably as a result of the transfer of shares or the issue of new shares.

Art. 2. Object. The object of the Company is the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever and the administration, management, control and development of such participations. The Company may in particular acquire by way of subscription, purchase, exchange or in any other manner any stock, shares and/or other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and/or other debt instruments and more generally any securities and/or financial instruments issued by any public or private entity whatsoever. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. It may further make direct or indirect real estate investments and invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin whatsoever.

The Company may borrow in any form except by way of public offer. It may issue, by way of private placement only, notes, bonds and debentures and any kind of debt and/or equity securities. The Company may lend funds including, without limitation, the proceeds of any borrowings and/or issues of debt or equity securities to its subsidiaries, affiliated companies and/or any other companies and the Company may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over all or over some of its assets to guarantee its own obligations and undertakings and/or obligations and undertakings of any other company, and, generally, for its own benefit and/or the benefit of any other company or person, in each case to the extent those activities are not considered as regulated activities of the financial sector. The Company may specifically provide direct or indirect financing and/or financial services, as well as administrative assistance ancillary thereto to its subsidiaries or companies in which itself or its parent company has a direct or indirect interest, even not substantial, or any company being a direct or indirect shareholder of the Company or any company belonging to the same group as the Company to the extent those activities are not considered as regulated activities of the financial sector.

The Company may generally employ any techniques and instruments relating to its investments for the purpose of their efficient management, including techniques and instruments designed to protect the Company against credit, currency exchange, interest rate risks and other risks.

The Company may generally carry out any operations and transactions, which directly or indirectly favour or relate to its object.

Art. 3. Duration. The Company is formed for an unlimited period of time.

Art. 4. Name. The Company will have the name BELL GLOBAL INVESTMENTS.

Art. 5. Registered Office. The registered office of the Company is established in Luxembourg.

It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its Shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

The address of the registered office may be transferred within the municipality by simple decision of the Manager or in case of plurality of Managers, by a decision of the Board of Managers.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

Chapter II. Capital, shares

Art. 6. Subscribed capital. The share capital is set at EUR 1,500,000.- (one million five hundred thousand Euro) represented by 1,500,000 (one million five hundred thousand) shares with a par value of EUR 1.- (one Euro) each, all of which are fully paid up.

The Company may redeem its own shares.

However, if the redemption price is in excess of the nominal value of the shares to be redeemed, the redemption may only be decided to the extent that sufficient distributable reserves are available as regards the excess purchase price. The shareholders' decision to redeem its own shares shall be taken by an unanimous vote of the shareholders representing one hundred per cent (100 %) of the share capital, in an extraordinary general meeting and will entail a reduction of the share capital by cancellation of all the redeemed shares.

In addition to the corporate capital, there may be set up a premium account into which any premium paid on any share in addition to its par value is transferred. The amount of the premium account may be used to provide for the payment of any shares which the Company may redeem from its shareholders, to offset any net realised losses, to make distributions to the shareholders or to allocate funds to the legal reserve.

Art. 7. Increase and reduction of capital. Without prejudice to the provisions of article 6, the capital may be changed at any time by a decision of the single Shareholder or by a decision of the Shareholders' meeting voting with the quorum and majority rules set out by article 18 of these Articles, or, as the case may be, by the Law for any amendment to these Articles.

Art. 8. Shares. Each share entitles its owner to equal rights in the profits and assets of the Company and to one vote at the general meetings of Shareholders. Ownership of a share carries implicit acceptance of the Articles of the Company and the resolutions of the single Shareholder or the general meeting of Shareholders.

Towards the Company, the Company's shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

The single Shareholder may transfer freely its shares when the Company is composed of a single Shareholder. The shares may be transferred freely amongst Shareholders when the Company is composed of several Shareholders. The shares may be transferred to non-shareholders only with the authorisation of the general meeting of Shareholders representing at least three-quarters of the capital, in accordance with article 189 of the Law.

The transfer of shares must be evidenced by a notarial deed or by a deed under private seal. Any such transfer is not binding upon the Company and upon third parties unless duly notified to the Company or accepted by the Company, in pursuance of article 1690 of the Civil Code.

Art. 9. Incapacity, bankruptcy or insolvency of a shareholder. The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the single Shareholder or of one of the Shareholders.

Chapter III. Manager(s)

Art. 10. Manager(s), Board of Managers. The Company is managed by one or several Managers. If several Managers have been appointed, they will constitute a Board of Managers. The members of the Board might be split in two categories, respectively denominated «Category A Managers» and «Category B Managers».

The Managers need not to be Shareholders. The Managers may be removed at any time, with or without legitimate cause, by a resolution of Shareholders holding a majority of votes.

Each Manager will be elected by the single Shareholder or by the Shareholders' meeting, which will determine their number, and they will hold office until their successors are elected. They are reeligible.

Art. 11. Powers of the Manager(s). In dealing with third parties, the Manager or the Board of Managers will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's object and provided the terms of this article shall have been complied with.

All powers not expressly reserved by law or the present Articles to the general meeting of shareholders fall within the competence of the Manager, or in case of plurality of Managers, of the Board of Managers.

Towards third parties, the Company shall be bound by the sole signature of its single Manager or, in case of plurality of Managers, by the joint signature of any two Managers. In case the Managers are split in two categories, the Company shall obligatorily be bound by the joint signature of one Category A Manager and one Category B Manager.

The Manager or Board of Managers shall have the rights to give special proxies for determined matters to one or more proxyholders, selected from its members or not either Shareholders or not.

Art. 12. Day-to-day management. The Manager or Board of Managers may delegate the day-to-day management of the Company to one or several Manager(s) or agent(s) and will determine the Manager's / agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his agency. It is understood that the day-to-day management is limited to acts of administration and thus, all acts of acquisition, disposition, financing and refinancing have to obtain the prior approval from the Board of Managers.

Art. 13. Meetings of the Board of Managers. The Board of Managers may elect a chairman from among its members. If the chairman is unable to be present, his place will be taken by election among Managers present at the meeting.

The Board of Managers may elect a secretary from among its members.

The meetings of the Board of Managers are convened by the chairman, the secretary or by any two Managers. The Board of Managers may validly debate without prior notice if all the Managers are present or represented.

A Manager may be represented by another member of the Board of Managers.

The Board of Managers can only validly debate and make decisions if a majority of its members is present or represented by proxies. In case the Managers are split in two categories, at least one Category A Manager and one Category B shall be present or represented. Any decisions made by the Board of Managers shall require a simple majority including at least the favourable vote of one Category A Manager and of one Category B Manager. In case of ballot, the chairman of the meeting has a casting vote.

One or more Managers may participate in a meeting by means of a conference call or by any similar means of communication initiated from Luxembourg enabling thus several persons participating therein to simultaneously communicate with each other. Such participation shall be deemed equal to a physical presence at the meeting. Such a decision can be documented in a single document or in several separate documents having the same content signed by all members of the Board of Managers having participated.

A written decision, signed by all Managers, is proper and valid as though it had been adopted at a meeting of the Board of Managers, which was duly convened and held.

Such a decision can be documented in a single document or in several separate documents having the same content signed by all members of the Board of Managers.

Art. 14. Liability - Indemnification. The Manager or Managers assume, by reason of their position, no personal liability in relation to commitment regularly made by them in the name of the Company. They are simple authorised agents and are responsible only for the execution of their mandate.

The Company shall indemnify any Manager or officer and his heirs, executors and administrators, against any damages or compensations to be paid by him/her or expenses or costs reasonably incurred by him/her, as a consequence or in connection with any action, suit or proceeding to which he/she may be made a party by reason of his/her being or having been a Manager or officer of the Company, or, at the request of the Company, of any other company of which the Company is a shareholder or creditor, except in relation to matters as to which he/she shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence, fraud or wilful misconduct. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which such Manager or officer may be entitled.

Art. 15. Conflict of Interests. No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the Managers or any officer of the Company has a personal interest in, or is a Manager, associate, member, officer or employee of such other company or firm. Except as otherwise provided for hereafter, any Manager or officer of the Company who serves as a Manager, associate, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm, be automatically prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

Notwithstanding the above, in the event that any Manager of the Company may have any personal interest in any transaction of the Company, he shall make known to the Board of Managers such personal interest and shall not consider or vote on any such transaction, and such transaction and such Manager's or officer's interest therein shall be reported to the single shareholder or to the next general meeting of shareholders.

Chapter IV. Shareholder(s)

Art. 16. General meeting of shareholders. If the Company is composed of one single Shareholder, the latter exercises the powers granted by law to the general meeting of Shareholders.

If the Company is composed of no more than twenty-five (25) Shareholders, the decisions of the Shareholders may be taken by a vote in writing on the text of the resolutions to be adopted which will be sent by the Board of Managers to the shareholders by registered mail. In this latter case, the Shareholders are under the obligation to, within a delay of fifteen days as from the receipt of the text of the proposed resolution, cast their written vote and mail it to the Company.

Unless there is only one single Shareholder, the Shareholders may meet in a general meeting of Shareholders upon call in compliance with Luxembourg law by the Board of Managers, subsidiarily by Shareholders representing half the corporate capital. The notice sent to the Shareholders in accordance with the law will specify the time and place of the meeting as well as the agenda and the nature of the business to be transacted.

If all the Shareholders are present or represented at a Shareholders' meeting and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

A Shareholder may act at any meeting of the Shareholders by appointing in writing, by fax or telegram as his proxy another person who need not be a Shareholder.

Shareholders' meetings, including the annual general meeting, may be held abroad if, in the judgement of the Board of Managers, which is final, circumstances of «force majeure» so require.

Art. 17. Powers of the meeting of Shareholders. Any regularly constituted meeting of Shareholders of the Company represents the entire body of Shareholders.

Subject to all the other powers reserved to the Board of Managers by law or the Articles and subject to the object of the Company, it has the broadest powers to carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

Art. 18. Procedure, Vote. Any resolution whose purpose is to amend the present Articles or whose adoption is subject by virtue of these Articles or, as the case may be, the Law, to the quorum and majority rules set for the amendment of the Articles will be taken by a majority of shareholders representing at least three-quarters of the capital.

Except as otherwise required by law or by the present Articles of Incorporation, all other resolutions will be taken by shareholders representing at least half of the capital.

Chapter V. Financial Year, Distribution of Profits

Art. 19. Financial Year. The Company's accounting year starts on January 1st and ends on December 31st of each year.

Art. 20. Adoption of financial statements. At the end of each accounting year, the Company's accounts are established and the Manager, or in case of plurality of Managers, the Board of Managers prepares an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities.

The balance sheet and the profit and loss account are submitted to the single Shareholder or, as the case may be, to the general meeting of Shareholders for approval.

Each Shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 21. Appropriation of profits. The credit balance of the profit and loss account, after deduction of the expenses, costs, amortisation, charges and provisions represents the net profit of the Company.

Every year five percent (5%) of the net profit will be transferred to the statutory reserve. This deduction ceases to be compulsory when the statutory reserve amounts to one tenth of the issued capital but must be resumed till the reserve fund is entirely reconstituted if, at any time and for any reason whatever, it has been broken into.

The balance is at the disposal of the shareholders.

The excess is distributed among the Shareholders. However, the Shareholders may decide, at the majority vote determined by the relevant laws, that the profit, after deduction of the reserve and interim dividends if any, be either carried forward or transferred to an extraordinary reserve.

Art. 22. Interim dividends. Interim dividends may be distributed, at any time, under the following conditions:

- Interim accounts are established by the Manager or the Board of Managers;
- These accounts show a profit including profits carried forward or transferred to an extraordinary reserve;
- The decision to pay interim dividends is taken by the Manager or the Board of Managers;
- The payment is made once the Company has obtained the assurance that the rights of the creditors of the Company are not threatened.

Chapter VI. Dissolution, liquidation

Art. 23. Dissolution, liquidation. At the time of winding up the Company the liquidation will be carried out by one or several liquidators, shareholders or not, appointed by the Shareholder(s) who shall determine their powers and remuneration.

Chapter VII. Applicable Law

Art. 24. Applicable Law. Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

Transitory provisions

The first accounting year after the continuation of the Company in Luxembourg will end on the 31st of December 2008.

Fifth resolution

The sole Partner resolves to acknowledge the resignation, effective at the date of the deed, of the three (3) directors, Mrs Marta Edghill, Mrs Carmen Wong and Mr. George Allen, and to grant to each full discharge for the performance of their duties as director of the Company.

The sole Partner resolves to appoint the following persons as Managers without category:

- Mr. Jan Rottiers, born in Naples (Italy), on October 31st, 1964, residing professionally at 85-91, route de Thionville, L-2611 Luxembourg.
- Mr. Pierre-Francois Wery, born in Rocourt (Belgium), on October 30th, 1965, residing professionally at 65, rue des Romains, L-8041 Strassen.

The duration of the Managers' mandate is unlimited.

Sixth resolution

The sole Partner resolves to fix the address of the Company at 85-91, route de Thionville, L-2611 Luxembourg.

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a French version. On request of the same appearing parties and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

Whereof the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.
The document having been read to the person appearing, he signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille sept, le vingt et un décembre.

Par-devant Maître Martine Decker, notaire de résidence à Hesperange.

A comparu:

BELL (CYPRUS) GLOBAL INVESTMENT LTD, une société à responsabilité limitée, constituée sous les lois de la République de Chypre, ayant son siège social au 232 Arch. Makarios III Avenue Apollon Court, 1st floor, Flat 203, 3030 Limassol, Chypre,

ici représentée par M. Jan Rottiers, juriste, demeurant professionnellement au 85-91 rue de Thionville L-2611 Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Limassol, le 21 décembre 2007.

Ladite procuration restera, après avoir été paraphée et signée ne varietur par le mandataire de la comparante et le notaire instrumentant, annexée aux présentes pour être formalisée avec elles.

Laquelle comparante, représentée comme décrit ci-dessus, a requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

I. BELL (CYPRUS) GLOBAL INVESTMENT LTD est l'associée unique de BELL GLOBAL INVESTMENTS LTD, une société constituée et organisée sous les lois des Iles Vierges Britanniques, ayant son siège social au Akara Building, 24 De Castro Street, Wickhams Cay I, Road Town, Tortola, British Virgin Islands, dûment représentée (la Société).

II. Que par résolution des directeurs de la Société valablement adoptée le 21 décembre 2007, la Société a décidé de transférer son siège social, son principal établissement et lieu de gestion effective de Tortola aux Iles Vierges Britanniques à Luxembourg-Ville avec effet immédiat sans dissolution de la société mais avec continuation de sa personnalité juridique. Toutes les formalités requises par le droit des Iles Vierges Britanniques afin de réaliser cette décision ont d'ores et déjà été accomplies; une copie de ladite résolution restera annexée au présent acte.

III. L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

1- Transfert du siège social, du principal établissement et du lieu de gestion effective de la Société des Iles Vierges Britanniques à Luxembourg-Ville avec effet immédiat sans dissolution de la Société mais avec continuation de sa personnalité juridique;

2- Adoption par la société de la forme légale d'une société à responsabilité limitée sous le nom BELL GLOBAL INVESTMENTS et acceptation de la nationalité luxembourgeoise découlant du transfert de son siège social, son principal établissement et lieu de gestion effective de la Société à Luxembourg-Ville,

3- Approbation du bilan d'ouverture de la Société à la date de la migration

4- Reformulation complète des statuts de la Société pour les adapter aux lois luxembourgeoises en conséquence de l'acceptation par la société de la nationalité luxembourgeoise comme spécifié au point 2. ci-dessus

5- Démission des administrateurs actuels, vote spécial de décharge et nomination de deux (2) gérants pour une durée illimitée, et

6- Etablissement du siège social, du principal établissement et du lieu de gestion effective de la société à L-2611 Luxembourg 85-91, route de Thionville

Ces faits exposés, le partie comparante, représentée comme décrit ci-avant, a prié le notaire instrumentaire d'acter ce qui suit:

Première résolution

L'associée unique décide de transférer le siège social, le principal établissement et le lieu de gestion effective de la Société des Iles Vierges Britanniques vers la Ville de Luxembourg avec effet immédiat, sans que la Société ne soit dissoute mais, au contraire, avec une complète continuité légale et statutaire. L'associée unique déclare en outre que toutes les formalités requises selon les lois des Iles Vierges Britanniques afin de donner effet à un tel transfert, ont été remplies de manière conforme.

Seconde résolution

L'associée unique décide que la Société revête la forme d'une société à responsabilité limitée dénommée BELL GLOBAL INVESTMENTS, accepte la nationalité luxembourgeoise et sera, à partir de la date du présent acte, soumise aux lois du Grand-Duché de Luxembourg.

Troisième résolution

L'associée unique approuve le bilan d'ouverture de la Société au 21 décembre 2007 dont une copie restera attachée au présent acte.

Quatrième résolution

En conséquence des résolutions précédentes, l'associée unique décide d'amender et de reformuler complètement les statuts de la Société pour les mettre en conformité avec le droit luxembourgeois.

Les statuts de la Société auront la teneur suivante:

Chapitre I^{er}. Forme, Dénomination, Siège, Objet, Durée

Art. 1^{er}. Forme. Il est formé une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois relatives à une telle entité (ci-après «la Société»), et en particulier la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après «la Loi»), ainsi que par les présents statuts de la Société (ci-après «les Statuts»).

La Société comporte initialement un Associé unique, propriétaire de la totalité des parts sociales. Elle peut cependant, à toute époque, comporter plusieurs Associés, dans la limite de quarante (40) Associés, par suite notamment, de cession ou transmission de parts sociales ou de création de parts sociales nouvelles.

Art. 2. Objet. L'objet de la Société est la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans toutes sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit, et l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations. La Société pourra en particulier acquérir par souscription, achat, et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et/ou autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et/ou autres instruments de dette, et, en général toutes valeurs ou instruments financiers émis par toute entité publique ou privée. Elle pourra participer à la création, le développement, la gestion et le contrôle de toutes sociétés ou entreprises. Elle pourra en outre effectuer directement ou indirectement des investissements immobiliers et investir dans l'acquisition et gérer un portefeuille de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

La Société pourra emprunter sous quelque forme que ce soit sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission de billet à ordre, obligations et emprunts obligataires et d'autres titres représentatifs d'emprunts et/ou de participation. La Société pourra prêter des fonds, en ce compris, sans limitation, ceux résultant des emprunts et/ou des émissions d'obligations ou valeurs de participation, à ses filiales, sociétés affiliées et/ou à toutes autres sociétés et la Société peut également consentir des garanties et nantir, céder, grever de charges ou autrement créer et accorder des sûretés portant sur toute ou partie de ses avoirs afin de garantir ses propres obligations et engagements et/ou obligations et engagements de toutes autres sociétés et, de manière générale, en sa faveur et/ou en faveur de toutes autres sociétés ou personnes, dans chaque cas, pour autant que ces activités ne constituent pas des activités réglementées du secteur financier. La société pourra plus particulièrement directement ou indirectement donner des financements ou rendre des services financiers et de l'assistance administrative y incidente à ses filiales ou aux sociétés dans lesquelles la Société ou son actionnaire a un intérêt direct ou indirect, même si cet intérêt est mineur, ou à toute société qui est un actionnaire direct ou indirect de la Société ou à toute société appartenant au groupe de la Société pour autant que ces activités ne constituent pas des activités réglementées du secteur financier.

La Société peut, d'une manière générale, employer toutes techniques et instruments liés à ses investissements en vue de leur gestion efficace, en ce compris des techniques et instruments destinés à la protéger contre les risques de crédit, fluctuations monétaires, fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

La Société peut d'une façon générale effectuer toutes les opérations et transactions qui favorisent directement ou indirectement ou se rapportent à son objet.

Art. 3. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. Dénomination. La Société a comme dénomination BELL GLOBAL INVESTMENTS

Art. 5. Siège social. Le siège social est établi à Luxembourg.

Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des Associés délibérant comme en matière de modification des Statuts.

L'adresse du siège social peut être déplacée à l'intérieur de la commune par simple décision du Gérant, ou en cas de pluralité de Gérants, du conseil de gérance.

La Société peut avoir des bureaux et des succursales tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

Chapitre II. Capital, parts sociales

Art. 6. Capital souscrit. Le capital social est fixé à EUR 1.500.000,- (un million cinq cents mille euros) représenté par 1.500.000 (un million cinq cents mille) parts sociales d'une valeur nominale de EUR 1,- (un euro) chacune, chaque part étant entièrement libérée.

La société peut racheter ses propres parts sociales.

Toutefois, si le prix de rachat est supérieur à la valeur nominale des parts sociales à racheter, le rachat ne peut être décidé que dans la mesure où des réserves distribuables sont disponibles en ce qui concerne le surplus du prix d'achat. La décision des Associés de racheter les parts sociales sera prise par un vote unanime des Associés représentant cent pour cent du capital social, réunis en assemblée générale extraordinaire et impliquera une réduction du capital social par annulation des parts sociales rachetées.

En plus du capital social, un compte de prime d'émission peut être établi auquel toutes les primes payées sur une part sociale en plus de la valeur nominale seront transférées. L'avoir de ce compte de primes peut être utilisé pour effectuer le remboursement en cas de rachat des parts sociales des actionnaires par la Société, pour compenser des pertes nettes réalisées, pour effectuer des distributions aux actionnaires, ou pour être affecté à la réserve légale.

Art. 7. Augmentation et diminution du capital social. Sans préjudice des prescriptions de l'article 6, le capital émis de la Société peut être augmenté ou réduit, en une ou en plusieurs fois, par une résolution de l'Associé unique ou des Associés adoptée aux conditions de quorum et de majorité exigées par ces Statuts ou, selon le cas, par la loi pour toute modification des Statuts.

Art. 8. Parts sociales. Chaque part sociale confère à son propriétaire un droit égal dans les bénéfices de la Société et dans tout l'actif social et une voix à l'assemblée générale des Associés. La propriété d'une part sociale emporte de plein droit adhésion aux statuts de la Société et aux décisions de l'Associé unique ou des Associés.

Envers la Société, les parts sociales sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par part sociale est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

Les cessions ou transmissions de parts sociales détenues par l'Associé unique sont libres, si la Société a un Associé unique. Les parts sociales sont librement cessibles entre Associés, si la Société a plusieurs Associés. Les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non-Associés que moyennant l'agrément des Associés représentant les trois quarts du capital social, en conformité avec l'article 189 de la Loi.

La cession de parts sociales doit être formalisée par acte notarié ou par acte sous seing privé. De telles cessions ne sont opposables à la Société et aux tiers qu'après qu'elles aient été signifiées à la Société ou acceptées par elle conformément à l'article 1690 du Code Civil.

Art. 9. Incapacité, faillite ou déconfiture d'un Associés. La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de la suspension des droits civils, de l'insolvabilité ou de la faillite de l'Associé unique ou d'un des Associés.

Chapitre III. Gérant(s)

Art. 10. Gérants, Conseil de Gérance. La Société est gérée par un ou plusieurs Gérants. Si plusieurs Gérants sont nommés, ils constitueront un Conseil de Gérance. Les membres peuvent ou non être répartis en deux catégories, nommés respectivement «Gérants de catégorie A» et «Gérants de catégorie B».

Les Gérants ne doivent pas être Associés. Ils peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans justification légitime, par une décision des Associés représentant une majorité des voix.

Chaque Gérant, sera nommé par l'Associé unique ou les Associés, selon le cas, qui détermineront leur nombre, et ils resteront en fonction jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus. Ils sont rééligibles.

Art. 11. Pouvoirs du/des Gérant(s). Dans les rapports avec les tiers, le Conseil de Gérance a tous pouvoirs pour agir au nom de la Société dans toutes les circonstances et pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformément à l'objet social et pourvu que les termes du présent article aient été respectés.

Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des Associés par la Loi ou les Statuts seront de la compétence du Gérant et en cas de pluralité de Gérants, du conseil de gérance.

Envers les tiers, la société est valablement engagée par la signature de son Gérant unique ou, en cas de pluralité de Gérants, par la signature conjointe de deux membres du Conseil de Gérance. Dans l'éventualité où deux catégories de Gérants sont créées, la Société sera obligatoirement engagée par la signature conjointe d'un Gérant de catégorie A et d'un Gérant de catégorie B.

Le Conseil de Gérance a le droit de déléguer certains pouvoirs déterminés à un ou plusieurs mandataires, sélectionnés parmi ses membres ou pas, qu'ils soient Associés ou pas.

Art. 12. Gestion journalière. Le Conseil de Gérance peut déléguer la gestion journalière de la Société à un ou plusieurs Gérant(s) ou mandataire(s) et déterminera les responsabilités et rémunérations (éventuelle) des Gérants/mandataires, la durée de la période de représentation et toute autre condition pertinente de ce mandat. Il est convenu que la gestion journalière se limite aux actes d'administration et qu'en conséquence, tout acte d'acquisition, de disposition, de financement et refinancement doivent être préalablement approuvés par le Conseil de Gérance.

Art. 13. Réunions du Conseil de Gérance. Le Conseil de Gérance peut élire un président parmi ses membres. Si le président ne peut être présent, un remplaçant sera élu parmi les Gérants présents à la réunion.

Le Conseil de Gérance peut élire un secrétaire parmi ses membres.

Les réunions du Conseil de Gérance sont convoquées par le président, le secrétaire ou par deux Gérants. Le Conseil de Gérance peut valablement délibérer sans convocation préalable si tous les Gérants sont présents ou représentés.

Un Gérant peut en représenter un autre au Conseil.

Le Conseil de Gérance ne peut délibérer et prendre des décisions valablement que si une majorité de ses membres est présente ou représentée par procurations. Dans l'éventualité où deux catégories de Gérants sont créées, au moins un Gérant de catégorie A et un Gérant de catégorie B devra être présent ou représenté.

Toute décision du Conseil de Gérance doit être prise à majorité simple, avec au moins le vote affirmatif d'un Gérant de catégorie A et d'un Gérant de catégorie B dans l'éventualité où deux catégories de Gérants sont créées. En cas de ballottage, le président du conseil a un vote prépondérant.

Chaque Gérant et tous les Gérants peuvent participer aux réunions du conseil par conférence call ou par tout autre moyen similaire de communication, à partir du Luxembourg, ayant pour effet que tous les Gérants participant au conseil puissent se comprendre mutuellement.

Dans ce cas, le ou les Gérants concernés seront censés avoir participé en personne à la réunion. Cette décision peut être documentée dans un document unique ou dans plusieurs documents séparés ayant le même contenu, signé(s) par tous les participants.

Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les Gérants, produira effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du Conseil de Gérance, dûment convoquée et tenue.

Cette décision peut être documentée dans un document unique ou dans plusieurs documents séparés ayant le même contenu, signé(s) par tous les participants.

Art. 14. Responsabilité, indemnisation. Le ou les Gérants ne contractent à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société; simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

La Société devra indemniser tout Gérant ou mandataire et ses héritiers, exécutant et administrant, contre tous dommages ou compensations devant être payés par lui/elle ainsi que les dépenses ou les coûts raisonnablement engagés par lui/elle, en conséquence ou en relation avec toute action, procès ou procédures à propos desquelles il/elle pourrait être partie en raison de son/sa qualité ou ancienne qualité de Gérant ou mandataire de la Société, ou, à la requête de la Société, de toute autre société où la Société est un Associé ou un créancier e, sauf si cela concerne des questions à propos desquelles il/elle sera finalement déclaré(e) impliqué(e) dans telle action, procès ou procédures en responsabilité pour négligence grave, fraude ou mauvaise conduite préméditée. Les droits d'indemnisation ne devront pas exclure d'autres droits auxquels tel Gérant ou mandataire pourrait prétendre.

Art. 15. Conflit d'intérêt. Aucun contrat ou autre transaction entre la Société et d'autres sociétés ou firmes ne sera affecté ou invalidé par le fait qu'un ou plusieurs Gérants ou fondés de pouvoirs de la Société y auront un intérêt personnel, ou en seront Gérant, Associés, fondé de pouvoirs ou employé. Sauf dispositions contraires ci-dessous, un Gérant ou fondé de pouvoirs de la Société qui remplira en même temps des fonctions d'administrateur, Associés, fondé de pouvoirs ou employé d'une autre société ou firme avec laquelle la Société contractera ou entrera autrement en relations d'affaires, ne sera pas, pour le motif de cette appartenance à cette société ou firme, automatiquement empêché de donner son avis et de voter ou d'agir quant à toutes opérations relatives à un tel contrat ou autre affaire.

Nonobstant ce qui précède, au cas où un Gérant ou fondé de pouvoirs aurait un intérêt personnel dans une opération de la Société, il en avisera le Conseil de Gérance et il ne pourra prendre part aux délibérations ou émettre un vote au sujet de cette opération. Cette opération ainsi que l'intérêt personnel du Gérant ou du fondé de pouvoirs seront portés à la connaissance de l'actionnaire unique ou des actionnaires au prochain vote par écrit ou à la prochaine assemblée générale des Associés.

Chapitre IV. Associés(s)

Art. 16. Assemblée générale des Associés. Si la Société comporte un Associé unique, celui-ci exerce tous les pouvoirs qui sont dévolus par la loi à l'assemblée générale des Associés.

Si la Société ne comporte pas plus de vingt-cinq (25) Associés, les décisions des Associés peuvent être prises par vote écrit sur le texte des résolutions à adopter, lequel sera envoyé par le Conseil de Gérance aux Associés par lettre recommandée. Dans ce dernier cas les Associés ont l'obligation d'émettre leur vote écrit et de l'envoyer à la Société, dans un délai de quinze jours suivant la réception du texte de la résolution proposée.

A moins qu'il n'y ait qu'un Associé unique, les Associés peuvent se réunir en assemblée générale conformément aux conditions fixées par la loi sur convocation par le Conseil de Gérance, ou à défaut, par le réviseur d'entreprises, ou à leur défaut, par des Associés représentant la moitié du capital social. La convocation envoyée aux Associés en conformité avec la loi indiquera la date, l'heure et le lieu de l'assemblée et elle contiendra l'ordre du jour de l'assemblée générale ainsi qu'une indication des affaires qui y seront traitées.

Au cas où tous les Associés sont présents ou représentés et déclarent avoir eu connaissance de l'ordre du jour de l'assemblée, celle-ci peut se tenir sans convocation préalable.

Tout Associés peut prendre part aux assemblées en désignant par écrit, par télécopieur ou par télégramme un mandataire, lequel peut ne pas être Associés.

Les assemblées générales des Associés, y compris l'assemblée générale annuelle, peuvent se tenir à l'étranger chaque fois que se produiront des circonstances de force majeure qui seront appréciées souverainement par le Conseil de Gérance.

Art. 17. Pouvoirs de l'assemblée générale. Toute assemblée générale des Associés régulièrement constituée représente l'ensemble des Associés.

Sous réserve de tous autres pouvoirs réservés au Conseil de Gérance en vertu de la loi ou les Statuts et conformément à l'objet social de la Société, elle a les pouvoirs les plus larges pour décider ou ratifier tous actes relatifs aux opérations de la Société.

Art. 18. Procédure - Vote. Toute décision dont l'objet est de modifier les présents Statuts ou dont l'adoption est soumise par les présents Statuts, ou selon le cas, par la loi aux règles de quorum et de majorité fixée pour la modification des statuts sera prise par une majorité des Associés représentant au moins les trois quarts du capital.

Sauf disposition contraire de la loi ou des présents Statuts, toutes les autres décisions seront prises par les Associés représentant la moitié du capital social.

Chapitre V. Année sociale, Répartition

Art. 19. Année sociale. L'année sociale commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Art. 20. Approbation des comptes annuels. Chaque année, à la fin de l'exercice social, les comptes de la Société sont établis et le Gérant, ou en cas de pluralité de Gérants, le conseil de gérance, prépare un inventaire comprenant l'indication de la valeur des actifs et passifs de la Société.

Les comptes annuels et le compte des profits et pertes sont soumis à l'agrément de l'Associé unique ou, suivant le cas, des Associés.

Tout Associés peut prendre connaissance desdits inventaires et bilan au siège social.

Art. 21. Affectation des résultats. L'excédent favorable du compte de profits et pertes, après déduction des frais, charges et amortissements et provisions, constitue le bénéfice net de la Société.

Chaque année, cinq pour cent (5%) du bénéfice net seront affectés à la réserve légale.

Ces prélèvements cesseront d'être obligatoires lorsque la réserve légale aura atteint un dixième du capital social, mais devront être repris jusqu'à entière reconstitution, si à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve se trouve entamé.

Le solde du bénéfice net est distribué entre les Associés.

Le surplus est distribué entre les Associés. Néanmoins, les Associés peuvent, à la majorité prévue par la loi, décider qu'après déduction de la réserve légale et des dividendes intérimaire le cas échéant, le bénéfice sera reporté à nouveau ou transféré à une réserve spéciale.

Art. 22. Dividendes intérimaires. Des acomptes sur dividendes peuvent être distribués à tout moment, sous réserve du respect des conditions suivantes:

- Des comptes intérimaires doivent être établis par le Gérant ou par le Conseil de Gérance,
- Ces comptes intérimaires, les bénéfices reportés ou affectés à une réserve extraordinaire y inclus, font apparaître un bénéfice,
- Le Gérant ou le Conseil de Gérance est seul compétent pour décider de la distribution d'acomptes sur dividendes,
- Le paiement n'est effectué par la Société qu'après avoir obtenu l'assurance que les droits des créanciers ne sont pas menacés.

Chapitre VI. Dissolution, Liquidation

Art. 23. Dissolution, Liquidation. Au moment de la dissolution de la Société, la liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, Associés ou non, nommés par les Associés(s) qui détermineront leurs pouvoirs et rémunérations.

Chapitre VII. Loi applicable

Art. 24. Loi applicable. Pour tout ce qui ne fait pas l'objet d'une prévision spécifique par les Statuts, il est fait référence à la Loi.

Dispositions transitoires

Le premier exercice social après la continuation de la Société à Luxembourg se terminera le 31 décembre 2008.

Cinquième résolution

L'Associée unique décide d'acter la démission avec effet à la date de ce jour des trois (3) administrateurs, Mme Marta Edghill, Madame Carmen Wong et Mr. George Allen, et de leur accorder décharge pleine et entière pour les services rendus comme administrateurs de la Société.

L'associée unique décide de nommer les personnes suivantes en tant que Gérants sans catégorie:

- Monsieur Jan Rottiers, né à Naples (Italie), le 31 octobre 1964, demeurant professionnellement à 85-91, route de Thionville, L-2611 Luxembourg.
- Monsieur Pierre-Francois Wery, né à Rocourt (Belgique), le 30 Octobre, 1965, demeurant professionnellement à 65, rue des Romains, L-8041 Strassen.

La durée du mandat des Gérants est illimitée.

24458

Sixième résolution

L'associée unique décide de fixer l'adresse du siège social au 85-91, route de Thionville, L-2611 Luxembourg.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que les comparants l'ont requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Dont acte, fait et passé à Hesperange, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire du comparant, celui-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: J. Rottiers, M. Decker.

Enregistré à Luxembourg, le 7 janvier 2008, Relation: LAC/2008/800. — Reçu 15.941,07 euros.

Le Receveur (signé): F. Sandt.

Pour copie conforme délivrée sur papier libre aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Hesperange, le mardi 29 janvier 2008.

M. Decker.

Référence de publication: 2008021772/241/555.

(080020430) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 février 2008.

Nareco J2 SA, Société Anonyme.

Siège social: L-2240 Luxembourg, 31, rue Notre-Dame.

R.C.S. Luxembourg B 81.723.

*Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire
tenue au siège social en date du 11 janvier 2008*

La cooptation de la nomination de Monsieur Christophe Mouton, demeurant professionnellement au 63-65, rue de Merl à L-2146 Luxembourg, au poste d'Administrateur, est ratifiée. Son mandat viendra à échéance lors de l'Assemblée Générale annuelle de 2011;

Les mandats des autres Administrateurs, à savoir Messieurs Claude Mack demeurant au 13, Bei den 5 Buchen à L-8123 Bridel et Martin Heyse, demeurant au 61, rue de Hobscheid à L-8422 Steinfort ainsi que celui du Commissaire aux comptes, Monsieur Jean-Marc Faber, demeurant professionnellement au 63-65, rue de Merl à L-2146 Luxembourg, sont reconduits jusqu'à l'Assemblée Générale annuelle de 2011.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme

NARECO J2 SA

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2008021866/780/23.

Enregistré à Luxembourg, le 24 janvier 2008, réf. LSO-CM08600. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080020501) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 février 2008.

Garivet S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1611 Luxembourg, 65, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 113.018.

EXTRAIT

En date du 27 décembre 2007, l'Associé unique a pris la résolution suivante:

La démission de Monsieur Bart Zech en tant que gérant de la société est acceptée avec effet au 1^{er} janvier 2008.

Luxembourg, le 27 décembre 2007.

Pour extrait conforme

F. Walenta

Référence de publication: 2008022171/724/16.

Enregistré à Luxembourg, le 1^{er} février 2008, réf. LSO-CN00365. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080020342) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 février 2008.

VCM Golding Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5365 Munsbach, 1C, Parc d'Activité Syrdall.

R.C.S. Luxembourg B 102.201.

Im Jahre zweitausendsieben, am einundzwanzigsten Dezember.

Vor Maître Martine Schaeffer, Notar, wohnhaft in Luxembourg.

Wurde eine Außerordentliche Generalversammlung der Aktionäre der VCM GOLDING INVESTMENTS S.A. (die «Gesellschaft») abgehalten, einer Aktiengesellschaft («société anonyme») mit Sitz in Luxembourg, gegründet durch notarielle Urkunde vom 9. August 2004, die im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, am 24. August 2004 veröffentlicht wurde.

Die Versammlung wurde um 10.15 Uhr unter dem Vorsitz von Frau Anja Schmitz, Privatbeamtin, wohnhaft in D-54294 Trier eröffnet.

Die Vorsitzende beruft zur Sekretärin Frau Alexandra Beining, Privatbeamtin, wohnhaft in D-54292 Trier.

Die Versammlung wählt einstimmig zur Stimmzählerin Frau Nicole Marx, Privatbeamtin, wohnhaft in D-54497 Morbach.

Nach der Bildung des Präsidiums der Versammlung erklärte der Vorsitzende die Versammlung für eröffnet und ersuchte den Notar, Folgendes zu beurkunden:

I.- Die Namen der in der Versammlung persönlich anwesenden oder rechtsgültig vertretenen Aktionäre, die der Bevollmächtigten der vertretenen Aktionäre sowie die Zahl der Aktien, die von den Aktionären gehalten werden, gehen aus der Anwesenheitsliste hervor, welche von den anwesenden Aktionären, den Bevollmächtigten der vertretenen Aktionäre und den Mitgliedern des Präsidiums der Außerordentlichen Generalversammlung unterzeichnet wurde. Die vorgenannte Anwesenheitsliste sowie die rechtsgültig paraphierten Vollmachten der vertretenen Aktionäre bleiben diesem Protokoll beigelegt und werden gemeinsam mit diesem Protokoll registriert.

II.- Die Tagesordnung der Außerordentlichen Generalversammlung lautet wie folgt:

Tagesordnung:

1. Anpassung der Satzung an das geänderte Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften und entsprechende Änderung von Artikel 11 Absatz 1 und Artikel 15 Absatz 2, Satz 2 der Satzung der Gesellschaft

2. Verlegung des Gesellschaftssitzes von Luxemburg nach Munsbach und entsprechende Änderung von Artikel 2 Absatz 1, Satz 1 der Satzung der Gesellschaft

3. Verschiebung der ordentlichen Generalversammlung auf den zweiten Mittwoch des Monats April und entsprechende Änderung von Artikel 16 der Satzung der Gesellschaft

4. Änderung des Geschäftsjahres der Gesellschaft auf den 1. Januar bis 31. Dezember jeden Jahres und entsprechende Änderung von Artikel 20 der Satzung der Gesellschaft

5. Umbesetzung des Verwaltungsrates

6. Verschiedenes

III. Gemäß Artikel 67-1 (2) des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften (einschließlich nachfolgender Änderungen und Ergänzungen), kann diese Außerordentliche Generalversammlung nur dann wirksam über die Tagesordnungspunkte 1 bis 4 befinden und beschließen, wenn mindestens 50% des ausgegebenen Aktienkapitals anwesend bzw. vertreten ist und ein Beschluss über diesen Tagesordnungspunkt kann nur mit einer Mehrheit von zwei Dritteln (2/3) der bei der Versammlung anwesenden bzw. vertretenen Stimmen gefasst werden.

IV. Gemäß der Anwesenheitsliste der Gesellschaft ist das gesamte Gesellschaftskapital anwesend oder vertreten.

V. Sämtliche anwesenden und vertretenen Aktionäre, die Ihrerseits das gesamte Kapital der Gesellschaft repräsentieren bekennen sich als ordnungsgemäß zu dieser Außerordentlichen Generalversammlung geladen und erklären, von der Tagesordnung vorab umfassend Kenntnis erlangt zu haben, so dass keine Veröffentlichungen bzw. Verschicken von Einladungen nötig waren.

VI. Folglich wurde die Versammlung ordnungsgemäß einberufen und kann wirksam über alle Tagesordnungspunkte befinden und beschließen.

Nach Beratung fasst die Außerordentliche Generalversammlung einstimmig folgende Beschlüsse:

Erster Beschluss

Die Außerordentliche Gesellschafterversammlung beschließt, die Satzung der Gesellschaft an das geänderte Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften anzupassen und Artikel 11 Absatz 1 und Artikel 15 Absatz 2, Satz 2 der Satzung der Gesellschaft entsprechend zu ändern. Diese lauten künftig wie folgt:

a) Artikel 11 Absatz 1

«Der Verwaltungsrat wird aus dem Kreise seiner Mitglieder einen Vorsitzenden und einen oder mehrere stellvertretende Vorsitzende bestellen.»

b) Artikel 15 Absatz 2, Satz 2

«Sie kann auch auf Antrag von Aktionären, welche wenigstens 1/10 des Gesellschaftskapitals vertreten, einberufen werden.»

Zweiter Beschluss

Die Außerordentliche Generalversammlung beschließt, den Gesellschaftssitz von Luxemburg nach Parc d'Activité Syrdall, 1C, L-5365 Munsbach zu verlegen und Artikel 2 Absatz 1, Satz 1 der Satzung der Gesellschaft entsprechend zu ändern. Dieser lautet künftig wie folgt:

«Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in Munsbach.»

Dritter Beschluss

Die Außerordentliche Gesellschafterversammlung beschließt, die ordentliche Generalversammlung auf den zweiten Mittwoch des Monats April zu verschieben und Artikel 16 der Satzung entsprechend zu ändern. Dieser lautet wie folgt:

«Die ordentliche Generalversammlung findet am Sitz der Gesellschaft oder an einem anderen in der Einladung bestimmten Ort der Gemeinde des Gesellschaftssitzes jeweils um 11.00 Uhr am zweiten Mittwoch des Monats April eines jeden Jahres oder, wenn dieser Tag auf einen Tag fällt, der in Luxemburg nicht Bankarbeitstag ist, am nächsten darauffolgenden Bankarbeitstag in Luxemburg statt.»

Vierter Beschluss

Die Außerordentliche Gesellschafterversammlung beschließt, das Geschäftsjahr der Gesellschaft auf den 1. Januar bis 31. Dezember jeden Jahres zu ändern und Artikel 20 der Satzung entsprechend zu ändern. Dieser lautet künftig wie folgt:

«Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt mit Wirkung ab dem 31. Dezember 2007 jeweils am 1. Januar eines Jahres und endet am 31. Dezember des Jahres.»

Fünfter Beschluss

Die Außerordentliche Gesellschafterversammlung beschließt, den Rücktritt von Herrn Lothar Rafalski und Herrn Jean-Marie Schomer von ihren Verwaltungsratsmandaten mit Wirkung zum heutigen Tage anzunehmen. Die Außerordentliche Gesellschafterversammlung beschließt, mit sofortiger Wirkung nachfolgende Personen für einen Zeitraum von 6 Jahren zu Mitgliedern des Verwaltungsrates zu bestimmen:

- Herr Ekkehart Kessel, geboren am 22. Januar 1942 in Aachen, Geschäftsführer der VCM INTERNATIONAL S.à r.l., beruflich ansässig in Luxemburg;

- Herr Markus Gierke, geboren am 13. Juli 1968 in Saarburg, Managing Director der LRI INVEST S.A., beruflich ansässig in 1C, parc d'activité Syrdall, L-5365 Munsbach.

Da hiermit die Tagesordnung erschöpft ist, erklärt der Vorsitzende die Generalversammlung für geschlossen.

Worüber Urkunde, aufgenommen zu Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Nach Vorlesung und Erklärung des Vorstehenden an die Erschienenen, der beurkundenden Notarin nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, sowie Stand und Wohnsitz bekannt, haben die Erschienenen mit dem Sammlungsvorstand und der beurkundenden Notarin gegenwärtige Urkunde unterschrieben. Kein Aktionär wünschte diese Original-Urkunde zu unterzeichnen.

Gezeichnet: A. Schmitz, A. Beining, N. Marx, M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg, le 31 décembre 2007, LAC/2007/43975. — Reçu 12 euros.

Le Receveur ff. (signé): R. Jungers.

Pour copie conforme, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 janvier 2008.

M. Schaeffer.

Référence de publication: 2008021914/5770/98.

(080020352) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 février 2008.

Scarlet S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 100.000.000,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 97.306.

In the year two thousand and seven, on the eighth day of November.

Before Maître Joseph Elvinger, notary public residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, undersigned.

Is held an extraordinary general meeting of the shareholders of SCARLET S.à r.l., a company existing in Luxembourg under the form of a société à responsabilité limitée, having its registered office at 5, Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under section B, number 97.306, incorporated as an unlimited company (i.e. société en nom collectif) pursuant to a deed of Notary Joseph Elvinger, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, on 4 December 2003, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (Mémorial C) n° 4 of 2 January 2004 and then converted into a company with limited liability (i.e. société à responsabilité limitée) under the laws of Luxembourg by decision of 29 March 2005 held before the Notary Joseph Elvinger with effect on 30 March 2005 published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (Mémorial C) n° 489 of 7 March 2006 (hereafter the «Company»).

The meeting is presided by Mr Régis Galiotto, residing at 15, Côte d'Eich, L-1450 Luxembourg.

The chairman appoints as secretary Ms Stéphanie Antoine, residing at 398, route d'Esch, L-1471 Luxembourg and the meeting elects as scrutineer Ms Virginie Leroy, residing at 398, route d'Esch, L-1471 Luxembourg.

The chairman requested the notary to certify that:

I.- The shareholders were present or duly represented and the number of shares held by them was shown on an attendance list. That list and proxy, initialed ne varietur and signed by the appearing persons and the notary, would remain annexed to the minutes to be registered with them.

II.- As shown in the attendance list, the 4,000,000 (four millions) shares, with a nominal value of EUR 25 (twenty-five Euros) each, representing the whole capital of the Company, were represented and accordingly the meeting could validly decide on all the items of the agenda of which the shareholders have been beforehand informed.

III.- The agenda of the meeting was as follows:

Agenda:

1. Waiving of the notice right;
2. Approval of the change of the nationality of the Company and of the migration from the Grand Duchy of Luxembourg to Guernsey and appointment of proxyholder of the Company in relation to the Luxembourg migration formalities;
3. Amendment of the articles of association of the Company and adoption of a memorandum of association in order to comply with the Companies (Guernsey) Law, 1994 to be effective upon fulfillment of the condition precedent to the migration of the Company to Guernsey, i.e. the registration of the Company on the Guernsey Register of Companies;
5. Approval of the resignation of Dominique Robyns, John Anthony Jackson, Laurent Fritig and Alan Dick as managers of the Company and approval of the appointment of Jill Adamson, GTC (BETA) LIMITED and GTC (ALPHA) LIMITED as new managers of the Company subject to the condition precedent to the migration of the Company to Guernsey being fulfilled; and
6. Miscellaneous.

IV.- The meeting was provided with a copy of the current articles of association of the Company.

After the foregoing was approved by the shareholders, the following resolutions were taken:

First resolution

It was unanimously resolved that the shareholders waive their rights to notice of the extraordinary general meeting which should have been sent to them prior to this meeting; the shareholders acknowledge that they are sufficiently informed of the agenda and consider the meeting to be validly convened and therefore agree to deliberate and vote upon all the items of the agenda. It was resolved further that all the documentation produced to the meeting had been put at the disposal of the shareholders within a sufficient period of time in order to allow it to examine carefully each document.

Second resolution

It was unanimously resolved to migrate the Company from Luxembourg to Guernsey, that the Company takes the Guernsey nationality, and that the Company closes its place of business in Luxembourg (the «Migration»).

It was reported that the legal personality of the Company would survive the Migration and hence the Company will be and remain the sole and full owner of all its assets and fully liable for all its debts and liabilities following the Migration. It was reported further that, following the Migration, the Company would take the form of a company limited by shares under Guernsey law.

The conditions and formalities to be complied with under both Luxembourg and Guernsey laws in order to proceed with the Migration were then described to the shareholders and the latter resolved that the Migration be subject to the condition precedent that the Company be registered on the Guernsey Register of Companies (the «Condition Precedent»).

It was resolved that provided that the Condition Precedent was fulfilled, the Migration would only be effective on and from the date of fulfillment of the Condition Precedent. Until the Condition Precedent is fulfilled, the Company will remain Luxembourg resident. The Company would be deregistered in Luxembourg following its registration in Guernsey so as fully to become a Guernsey Company, governed only by the laws of Guernsey. It was highlighted further that, as from the date of its registration on the Guernsey Register of Companies (i) the Company would no longer be registered as a Luxembourg Company and hence (ii) no longer governed by Luxembourg laws.

It was resolved to appoint Mr Régis Galiotto or any other employee of Etude Notaire Elvinger, with professional address at 15, Côte d'Eich, L-1450 Luxembourg, acting with full power of substitution, acting individually in the name and on behalf of the Company, to deregister the Company from the Luxembourg Register of Commerce and Companies.

In addition, it was resolved that further to the completion of the Migration, the registered office of the Company will be located at Manor Place, St. Peter Port, Guernsey, GY1 4EW. For the avoidance of doubt, such a change in the place of the registered office of the Company shall not be effective unless and until the Condition Precedent is fulfilled.

Third resolution

Further to the second resolution, it was unanimously resolved to amend the articles of association of the Company and to adopt a memorandum of association in order to comply with The Companies (Guernsey) Law, 1994 (the «Amendments»). It was noted that further to the Amendments the Company shall be named HELIOTROPE LIMITED. It was resolved further that the Amendments would however not be effective until and unless the Condition Precedent was fulfilled. For the avoidance of doubt, should the Condition Precedent be fulfilled, the Amendments would then be effective on and from the date of fulfillment of the Condition Precedent. It was unanimously resolved that, following the Amendments, the articles of association of the Company and the memorandum of association would be drafted in accordance with the attached schedule.

Fourth resolution

It was noted that further to letters dated 8 November 2007,

- Dominique Robyns, manager of the Company, residing professionally at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;
- John Anthony Jackson, alternate manager of the Company, residing professionally at 2, Skivo Wynd, Great Britain - EH54 9GY Murieston Livingston West Lothian;
- Laurent Fritig, manager of the Company, residing professionally at 11, rue de Champagne, F-67450 Lampertheim, France; and
- Alan Dick, manager of the Company, residing professionally at Burnbank Smithy, Blackhall Farm, Great Britain - EH54 9AN Edinburgh, Livingston;

have tender their resignation from their function of manager of the Company to be effective on and from the Condition Precedent being fulfilled (the «Resignation»). It was resolved to approve the Resignations with effect on and from the Condition Precedent being fulfilled and to grant Dominique Robyns, John Anthony Jackson, Laurent Fritig and Alan Dick discharge for the performance of their duties as from the date of their appointment as manager of the Company until the date the Condition Precedent is fulfilled, unless any faults in the execution of their duty are identified on the basis of the financial statement corresponding to the current financial year.

It was unanimously resolved to appoint:

- Jill Adamson, residing at 45 Castle Gate Uddingston, G71 7HU, United Kingdom as new manager of the Company, to be effective on and from the Condition Precedent being fulfilled;
- GTC BETA LIMITED, having its registered office at Manor Place, St Peter Port, Guernsey GY1 4EW as new manager of the Company, to be effective on and from the Condition Precedent being fulfilled; and
- GTC ALPHA LIMITED, having its registered office at Manor Place, St Peter Port, Guernsey GY1 4EW as new manager of the Company, to be effective on and from the Condition Precedent being fulfilled.

It was noted that by letters dated 8 November 2007, Ms Jill Adamson, GTC BETA LIMITED and GTC ALPHA LIMITED have consented to act as managers of the Company on and from the Condition Precedent being fulfilled.

Estimate of costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which were to be borne by the Company or which would be charged to it in connection with the present deed, had been estimated at about 2,000.- Euros.

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, he signed together with Us, the notary, the present original deed.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French translation. On request of the same appearing person and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille sept, le huit novembre.

Par-devant Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, soussigné.

S'est tenue une assemblée générale extraordinaire des associés de SCARLET S.à r.l., une société existant au Luxembourg sous la forme d'une société à responsabilité limitée, ayant son siège social 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg section B sous le numéro 97.306, constituée sous la forme d'une société à responsabilité illimitée (société en nom collectif) conformément à l'acte du notaire Joseph Elvinger, demeurant à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg du 4 décembre 2003, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (Mémorial C), numéro 4 le 2 janvier 2004 puis convertie sous la forme d'une société à responsabilité limitée (société à responsabilité limitée) sous droit luxembourgeois par une décision du 29 mars 2005 tenue devant le notaire Joseph Elvinger avec effet au 30 mars 2005 publiée au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (Mémorial C) numéro 489 le 7 mars 2006 (ci-après la «Société»).

L'assemblée est présidée par M. Galiotto, demeurant 15, Côte d'Eich, L-1450 Luxembourg.

Le président nomme comme secrétaire Mme Stephanie Antoine, demeurant 398, route d'Esch, L-1471 Luxembourg et l'assemblée élit comme scrutateur Mme Virginie Leroy, demeurant 398, route d'Esch, L-1471 Luxembourg.

Le président a prié le notaire d'acter que:

I.- Les associés étaient présents ou dûment représentés et le nombre de parts sociales qu'ils détiennent était reporté sur une liste de présence. Cette liste de présence et la procuration, paraphées ne varietur et signées par les comparants et le notaire instrumentant, resteront ci-annexées pour être enregistrées avec l'acte.

II.- Il ressort de la liste de présence que les 4.000.000 (quatre millions) de parts sociales d'une valeur nominale de 25 EUR (vingt-cinq euros) chacune, représentant l'intégralité du capital social de la Société, étaient représentées, de sorte que l'assemblée pouvait valablement se prononcer sur tous les points portés à l'ordre du jour, et dont les associés avaient été préalablement informés.

III.- L'ordre du jour de l'assemblée était le suivant:

Ordre du jour:

1. Renonciation au droit de convocation;
2. Approbation du changement de nationalité de la Société et du transfert du Grand-Duché de Luxembourg vers Guernesey, et nomination de mandataires de la Société pour l'exécution des formalités luxembourgeoises de transfert;
3. Modification consécutive des statuts de la Société et adoption d'un «memorandum of association» afin de mettre les documents statutaires en conformité avec «The Companies (Guernesey) Law, 1994» applicable dès lors que la condition suspensive pour le transfert sera remplie, c'est-à-dire dès l'enregistrement de la Société au Registre des Sociétés de Guernesey;
4. Approbation de la démission de M. Dominique Robyns, M. John Anthony Jackson, M. Laurent Fritig et M. Alan Dick comme gérants de la Société et nomination de Mme Jill Adamson, GTC BETA LIMITED et GTC ALPHA LIMITED comme nouveaux mandataires, sous condition suspensive de la migration effective de la Société à Guernesey; et
5. Divers.

IV.- Une copie des statuts en vigueur de la Société a été communiquée à l'assemblée.

Ces faits exposés et reconnus exacts par les associés présents, les résolutions suivantes ont été prises:

Première résolution

Il est unanimement décidé que les associés renoncent aux délais et formalités de convocation de l'assemblée générale extraordinaire qui devait leur être envoyées antérieurement à cette assemblée; les associés reconnaissent être suffisamment informés de l'ordre du jour et considèrent être valablement convoqués à la présente assemblée et s'accordent à voter sur tous les points portés à l'ordre du jour. De plus, il est décidé que toute la documentation présentée lors de la réunion a été mise à la disposition des associés dans un laps de temps suffisant pour leur permettre d'examiner avec attention chaque document.

Deuxième résolution

Il est décidé de transférer la Société du Luxembourg vers Guernesey, que la Société adopte la nationalité de Guernesey et que la Société cesse toute activité à Luxembourg (la «Migration»).

Il est rappelé que la personne morale de la Société survivra à la Migration et que, par voie de conséquence, la Société sera et demeurera le seul propriétaire de tous ses actifs et sera pleinement responsable de ses dettes suite à la Migration. De plus, il est rappelé que, suite à la Migration, la Société adoptera la forme d'une société à responsabilité limitée régie par les lois de Guernesey.

Les conditions et formalités à accomplir au regard des lois luxembourgeoise et de Guernesey, permettant de réaliser la Migration, ont été présentées aux associés et ces derniers ont décidé que la Migration sera soumise à la réalisation de la condition suspensive que la Société soit immatriculée au Registre des Sociétés de Guernesey (la «Condition Suspensive»).

Il a été décidé, sous réserve que la Condition Suspensive soit remplie, que la Migration sera effective uniquement au jour de réalisation de la Condition Suspensive. La Société restera résidente luxembourgeoise jusqu'à la réalisation de la Condition Suspensive. Suite à l'immatriculation de la Société à Guernesey, cette dernière sera radiée du registre à Luxembourg, afin de devenir pleinement une société de Guernesey, régie exclusivement par les lois de Guernesey. Il est de plus souligné que la Société (i) cessera d'être enregistrée comme une société de droit luxembourgeois à la date de son immatriculation au Registre des Sociétés de Guernesey et par voie de conséquence, qu'elle (ii) cessera d'être régie par les lois luxembourgeoises au jour de son immatriculation au Registre des Sociétés de Guernesey.

Il est unanimement décidé de nommer et M. Régis Galiotto ou tout autre employé de l'Etude de Notaire Elvinger, sise au 15, Côte d'Eich, L-1450 Luxembourg, investis des pleins pouvoirs de substitution, agissant individuellement au nom et pour le compte de la Société, de demander la radiation de la Société auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

De plus, il a été décidé que suite à l'accomplissement de la Migration, le siège social de la Société sera situé à Manor Place, St Peter Port, Guernesey GY1 4EW. Afin d'éviter tout doute, le changement de siège social de la Société ne sera pas effectif tant que la Condition suspensive ne sera pas remplie.

Troisième résolution

Consécutivement à l'adoption de la deuxième résolution, il a été unanimement décidé de modifier les statuts de la Société et d'adopter un «mémoire d'association» afin de se mettre en conformité avec «The Companies (Guernsey) Law, 1994» (les «Modifications»). Il a été rapporté que, suite aux Modifications, la dénomination sociale de la Société sera VERMILION LIMITED. Il a été ensuite décidé que les Modifications ne seront pas effectives tant que la Condition Suspensive ne sera pas réalisée. Pour éviter tout doute, si la Condition Suspensive se réalise, les Modifications deviendront effectives dès la date de réalisation de la Condition Suspensive. Il est unanimement décidé que, suite aux Modifications, les Statuts de la Société et le «memorandum of association» seront rédigés en accord avec les annexes ci-jointes.

Quatrième résolution

Il est rapporté que conformément à des lettres datées du 8 septembre 2007,

- M. Dominique Robyns, gérant de la Société, avec adresse professionnelle au 5 rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg;
- M. John Anthony Jackson, gérant suppléant, avec adresse professionnelle à 2, Skivo Wynd, Grande-Bretagne - EH54 9GY Murieston Livingston West Lothian;
- M. Laurent Fritig, gérant de la Société, avec adresse professionnelle 11, rue de Champagne, F-67450 Lampertheim, France; et
- Alan Dick, gérant de la Société, avec adresse professionnelle à Burnbank Smithy, Blackhall Farm, Grande-Bretagne - EH 54 9AN Edinburgh, Livingston;

ont proposé leur démission de leur fonction de gérant de la Société avec effet à la date de réalisation de la Condition Suspensive (les «Démissions»). Il est unanimement décidé d'approuver les Démissions avec effet à la date de réalisation de la Condition Suspensive et d'accorder décharge à M. Dominique Robyns, John Anthony Jackson, Laurent Fritig et Alan Dick pour l'exercice de leur mandat à compter de la date de leur nomination comme gérant de la Société jusqu'à la date de réalisation de la Condition Suspensive, à moins que les états comptables annuels de l'exercice social en cours ne mettent en évidence des fautes de gestion.

Il est unanimement décidé de nommer

- Jill Adamson, résidant au 45 Castle Gate Uddingston, G71 7HU, United Kingdom comme nouveau gérant de la Société à compter de la date de réalisation de la Condition Suspensive;
- GTC BETA LIMITED, avec adresse professionnelle au Manor Place, St Peter Port, Guernesey GY1 4EW comme nouveau gérant de la Société à compter de la date de réalisation de la Condition Suspensive; et
- GTC ALPHA LIMITED, avec adresse professionnelle au Manor Place, St Peter Port, Guernesey GY1 4EW comme nouveau gérant de la Société à compter de la date de réalisation de la Condition Suspensive.

Il est noté que dans des lettres datées du 8 septembre 2007, Mme Jill Adamson, GTC BETA LIMITED et GTC ALPHA LIMITED ont accepté leur mandat de gérant de la Société à compter de la date de réalisation de la Condition Suspensive.

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison du présent acte, s'élève à environ 2.000,- Euros.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont Acte, passé à Luxembourg, même date qu'en tête des présentes.

Après lecture faite du présent acte original au comparant, ce dernier a signé avec le notaire le présent acte.

Le notaire soussigné qui connaît la langue anglaise, constate que, sur demande du comparant, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française. Sur demande du même comparant et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Signé: R. Galiotto, S. Antoine, V. Leroy, J. Elvinger.

Enregistré à Luxembourg, le 12 novembre 2007. Relation LAC/2007/34855. — Reçu 12 euros.

Le Receveur ff. (signé): F. Schneider.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 novembre 2007.

J. Elvinger.

Référence de publication: 2008021887/211/234.

(080020339) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 février 2008.

HEVAF Master C S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 1.012.600,00.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 205, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 123.573.

In the year two thousand seven, on the twentieth day of December.

Before Us, Maître Gérard Lecuit, notary residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg).

There appeared:

HINES FUND MANAGEMENT COMPANY I S.à r.l., a company incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 205, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg) acting in its capacity as management company of HINES EUROPEAN VALUE ADDED FUND;

hereby represented by Mrs Aurélie Mounier, lawyer, professionally residing in Luxembourg,

by virtue of a proxy given on 17 December 2007.

The said proxy shall be annexed to the present deed for the purpose of registration.

The appearing party, acting in its capacity as single partner of HEVAF MASTER C S.à r.l., has requested the undersigned notary to document the following:

The appearing party is the single partner of HEVAF MASTER C S.à r.l., a limited liability company («société à responsabilité limitée») incorporated under the laws of Luxembourg, having its registered office at 205, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg), (the «Company»), incorporated by a deed of Maître Gérard Lecuit, notary residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg), on 28 December 2006, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the «Mémorial C») N ° 387 dated 16 March 2007 and entered in the Register of Commerce and Companies in Luxembourg, Section B, under the number B 123.573.

The appearing party, represented as above mentioned, recognises that it has been fully informed of the resolutions to be taken on the basis of the following agenda:

Agenda:

1. To increase the subscribed capital of HEVAF MASTER C by an amount of nine hundred ninety seven thousand six hundred euros (EUR 997,600.-) representing seven hundred eighteen thousand one hundred seventy three British Pounds and seventeen Pennies (GBP 718,173.17) as of 11 December 2007 exchange rate so as to raise it from its current amount of fifteen thousand euros (EUR 15,000.-) divided into one hundred fifty (150) shares (fifty (50) class A ordinary shares, fifty (50) class B ordinary shares and fifty (50) class C ordinary shares), each share with a nominal value of one hundred euros (EUR 100.-), to one million twelve thousand six hundred euros (EUR 1,012,600.-) divided into ten thousand one hundred twenty six (10,126) shares (ten thousand twenty six (10,026) class A ordinary shares, fifty (50) class B ordinary shares and fifty (50) class C ordinary shares), each share with a nominal value of one hundred euros (EUR 100.-).

2. To issue nine thousand nine hundred seventy six (9,976) new class A ordinary shares, so as to raise the number of shares from one hundred fifty (150) shares (fifty (50) class A ordinary shares, fifty (50) class B ordinary shares and fifty (50) class C ordinary shares) to ten thousand one hundred twenty six (10,126) shares (ten thousand twenty six (10,026) class A ordinary shares, fifty (50) class B ordinary shares and fifty (50) class C ordinary shares), each share with a nominal value of one hundred euros (EUR 100.-) having the same rights and privileges as those attached to the existing shares and entitlement to dividends as from the day of the decision of the single partner resolving on the proposed capital increase.

3. To accept the subscription of nine thousand nine hundred seventy six (9,976) new class A ordinary shares with a nominal value of one hundred euros (EUR 100.-) each by HINES FUND MANAGEMENT COMPANY I S.à r.l., acting on behalf of HINES EUROPEAN ADDED FUND and pay in full each of these shares by the contribution of a contribution in kind of nine hundred ninety seven thousand six hundred euros (EUR 997,600.-) consisting in the partial conversion of an interest free loan (constitutive of unquestionable and immediately payable claims) of an aggregate amount of nine hundred ninety seven thousand six hundred fifty one euros (EUR 997,651.-), representing seven hundred eighteen thousand two hundred ten British Pounds (GBP 718,210.-) as of 11 December 2007 exchange rate, which has been granted

by HINES FUND MANAGEMENT COMPANY I S.à r.l., acting on behalf of HINES EUROPEAN VALUE ADDED FUND as lender to HEVAF MASTER C S.à r.l. as borrower.

4. To amend the first paragraph of article 5 of the articles of incorporation of the HEVAF MASTER C so as to reflect the capital increase as defined here above.

5. To authorize any lawyer of LINKLATERS LLP to record the capital increase in the share register of HEVAF MASTER C S.à r.l. and to accomplish any necessary formalities in relation to the Luxembourg Trade and Companies Register and the Mémorial C.

and has requested the undersigned notary to document the following resolutions:

First resolution

The single partner resolves to increase the subscribed capital of the Company by an amount of nine hundred ninety seven thousand six hundred euros (EUR 997,600.-) representing seven hundred eighteen thousand one hundred seventy three British Pounds and seventeen Pennies (GBP 718,173.17) as of 11 December 2007 exchange rate so as to raise it from its current amount of fifteen thousand euros (EUR 15,000.-) divided into one hundred fifty (150) shares (fifty (50) class A ordinary shares, fifty (50) class B ordinary shares and fifty (50) class C ordinary shares), each share with a nominal value of one hundred euros (EUR 100.-), to one million twelve thousand six hundred euros (EUR 1,012,600.-) divided into ten thousand one hundred twenty six (10,126) shares (ten thousand twenty six (10,026) class A ordinary shares, fifty (50) class B ordinary shares and fifty (50) class C ordinary shares), each share with a nominal value of one hundred euros (EUR 100.-).

Second resolution

The single partner resolves to issue nine thousand nine hundred seventy six (9,976) new class A ordinary shares, so as to raise the number of shares from one hundred fifty (150) shares (fifty (50) class A ordinary shares, fifty (50) class B ordinary shares and fifty (50) class C ordinary shares) to ten thousand one hundred twenty six (10,126) shares (ten thousand twenty six (10,026) class A ordinary shares, fifty (50) class B ordinary shares and fifty (50) class C ordinary shares), each share with a nominal value of one hundred euros (EUR 100.-) having the same rights and privileges as those attached to the existing shares and entitlement to dividends as from the day of the decision of the single partner resolving on the proposed capital increase.

Subscription and Payment

Thereupon appeared Ms Aurélie Mounier, lawyer, residing professionally in Luxembourg, acting in his capacity as duly authorized attorney in fact of HINES FUND MANAGEMENT COMPANY I S.à r.l., acting in its capacity as management company of HINES EUROPEAN VALUE ADDED FUND, by virtue of the proxy referred to hereabove.

The person appearing declared to subscribe in the name and on behalf of HINES FUND MANAGEMENT COMPANY I S.à r.l., acting in its capacity as management company of HINES EUROPEAN VALUE ADDED FUND, for nine thousand nine hundred seventy six (9,976) new class A ordinary shares of the Company with a nominal value of one hundred euros (EUR 100.-) and to make payment in full for each such shares by a contribution in kind of nine hundred ninety seven thousand six hundred euros (EUR 997,600.-), consisting in the partial conversion of an interest free loan (constitutive of unquestionable and immediately payable claims) of an aggregate amount of nine hundred ninety seven thousand six hundred fifty one euros (EUR 997,651.-), representing seven hundred eighteen thousand two hundred ten British Pounds (GBP 718,210.-) as of 11 December 2007 exchange rate, which has been granted by HINES FUND MANAGEMENT COMPANY I S.à r.l., acting on behalf of HINES EUROPEAN VALUE ADDED FUND as lender to HEVAF MASTER C S.à r.l. as borrower (the «Contribution in Kind»).

HINES FUND MANAGEMENT COMPANY I S.à r.l., acting in its capacity as management company of HINES EUROPEAN VALUE ADDED FUND, acting through its duly authorized attorney in fact declared that there exists no impediments to the free transferability of the Contribution in Kind to the Company without any restriction or limitation and that valid instructions have been given to undertake all notifications, registrations or other formalities necessary to perform a valid transfer of the Contribution in Kind to the Company.

Proof of the existence and the ownership by HINES FUND MANAGEMENT COMPANY I S.à r.l., acting in its capacity as management company of HINES EUROPEAN VALUE ADDED FUND, of the Contribution in Kind has been given to the undersigned notary.

Third resolution

The single partner, to the extent that he acts in lieu of the general meeting of shareholders, resolves to accept the subscription and payment in full of each of these shares by a contribution in kind consisting in the Contribution in Kind and to allot for the nine thousand nine hundred seventy six (9,976) new class A ordinary shares each share with a nominal value of one hundred euros (EUR 100.-) to HINES FUND MANAGEMENT COMPANY I S.à r.l., acting in its capacity as management company of HINES EUROPEAN VALUE ADDED FUND.

Fourth resolution

The single partner resolves to amend the first paragraph of article 5 of the articles of incorporation of the Company so as to reflect the resolutions to be adopted under items 1 to 3 of the agenda. The first paragraph of article 5 of the articles of incorporation shall now read as follows:

« **Article 5. Issued capital.** The issued capital of the Company is set at one million twelve thousand six hundred euros (EUR 1,012,600.-) divided into:

- Ten thousand and twenty six (10,026) class A ordinary shares, with a nominal value of one hundred euro (EUR 100.-) each, all of which are fully paid up;
- fifty (50) class B ordinary shares, with a nominal value of one hundred euro (EUR 100.-) each, all of which are fully paid up;
- fifty (50) class C ordinary shares, with a nominal value of one hundred euro (EUR 100.-) each, all of which are fully paid up.»

Fifth resolution

The single partner resolves to authorise any lawyer of LINKLATERS LLP to record the capital increase in the share register of the Company and to accomplish any necessary formalities in relation to the Luxembourg Trade and Companies Register and the Mémorial C.

Expenses

The expenses, costs, fees and charges, of any kind whatsoever, which fall to be paid by the Company as a result of this document are estimated at approximately twelve thousand two hundred euro (12,600.-).

Whereof the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who knows English, states herewith that on request of the above appearing person the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same person and in case of any differences between the English and the French text, the English text will prevail.

The document having been read to the person appearing, who is known to the notary by his surname, first name, civil status and residence, the said person signed together with Us, the notary, this original deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille sept, le vingt décembre.

Par-devant Nous, Maître Gérard Lecuit, notaire résidant à Luxembourg (Grand Duché du Luxembourg).

A comparu:

HINES FUND MANAGEMENT COMPANY I S.à r.l., une société de droit luxembourgeois ayant son siège social au 205, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg) agissant en sa qualité de société de gestion de HINES EUROPEAN VALUE ADDED FUND;

représentée par Madame Aurélie Mounier, avocat, résidant professionnellement à Luxembourg, aux termes d'une procuration donnée le 17 décembre 2007.

Ladite procuration sera annexée au présent acte pour les besoins de l'enregistrement.

Le comparant, agissant en sa qualité d'associé unique de HEVAF MASTER C S.à r.l., a demandé au notaire soussigné de prendre acte de ce qui suit:

Le comparant est l'associé unique de HEVAF MASTER C S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 205, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), (la «Société»), constituée par acte de Maître Gérard Lecuit, notaire résidant à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), le 28 décembre 2006, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial C») N ° 387 du 16 mars 2007 et enregistrée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg, Section B, sous le numéro B 123.573.

Le comparant, représenté comme mentionné ci-dessus, reconnaît être parfaitement informé des décisions à intervenir sur la base de l'ordre du jour suivant:

Ordre du Jour:

1. Augmenter le capital souscrit de HEVAF MASTER C S.à r.l. d'un montant de neuf cent quatre-vingt dix sept mille six cents euros (997.600,- EUR), représentant sept cent dix-huit mille cent soixante-treize Livres Sterling et dix-sept pennies (GBP 718.173,17), en application du taux de change en vigueur au 11 décembre 2007, de manière à porter le capital de son montant actuel de quinze mille euros (15.000,- EUR) divisé en cent cinquante (150) parts sociales (cinquante (50) parts sociales ordinaires de classe A, cinquante (50) parts sociales ordinaires de classe B et cinquante (50) parts sociales ordinaires de classe C), ayant une valeur nominale de cent euros (100,- EUR) chacune, à un million douze mille six cents euros (1.012.600,- EUR) divisé en dix mille cent vingt-six (10.126) parts sociales (dix mille vingt six (10.026) parts sociales ordinaires de classe A, cinquante (50) parts sociales ordinaires de classe B et cinquante (50) parts sociales ordinaires de classe C), chacune avec une valeur nominale de cent euros (100,- EUR).

2. Emettre neuf mille neuf cent soixante-seize (9.976) nouvelles parts sociales ordinaires de classe A, de manière à porter le nombre de parts sociales de cent cinquante (150) (cinquante (50) parts sociales ordinaires de classe A, cinquante (50) parts sociales ordinaires de classe B et cinquante (50) parts sociales ordinaires de classe C), à dix mille cent vingt-six (10.126) parts sociales (dix mille vingt six (10.026) parts sociales ordinaires de classe A, cinquante (50) parts sociales ordinaires de classe B et cinquante (50) parts sociales ordinaires de classe C, chaque part sociale ayant une valeur nominale

de cent euros (100,- EUR), ayant les mêmes droits et privilèges que ceux attachés aux parts sociales existantes et ayant droit aux dividendes à partir du jour de la décision de l'associé unique de procéder à l'augmentation de capital proposée.

3. Accepter la souscription de neuf mille neuf cent soixante-seize (9.976) parts sociales ordinaires de classe A ayant une valeur nominale de cent euros (100,- EUR) chacune par HINES FUND MANAGEMENT COMPANY I S.à r.l. agissant en sa qualité de société de gestion de HINES EUROPEAN VALUE ADDED FUND et acceptation de la libération intégrale de chacune de ces parts sociales par un apport en nature d'une valeur de neuf cent quatre-vingt dix-sept mille six cents euros (997.600,-EUR) consistant en la conversion partielle d'un prêt sans intérêts (constitutifs de créances certaines, liquides et exigibles) d'un montant total de neuf cent quatre-vingt dix-sept mille six cent cinquante et un euros (997.651,- EUR), représentant sept cent dix huit mille deux cent dix Livres Sterling (718.210,- GBP) en application du taux de chance en vigueur le 11 décembre 2007, lequel a été conclu par HINES FUND MANAGEMENT COMPANY I S.à r.l. agissant en sa qualité de société de gestion de HINES EUROPEAN VALUE ADDED FUND en tant que prêteur et la Société, en tant qu'emprunteur.

4. Modifier le premier paragraphe de l'article cinq des statuts de HEVAF MASTER C S.à r.l. afin de rendre compte de l'augmentation de capital telle que décrite ci-dessus.

5. Autoriser tout avocat de LINKLATERS LLP à procéder à l'enregistrement de l'augmentation de capital dans le registre des parts de la Société et à accomplir toutes les formalités nécessaires auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg et du Mémorial C.

et a requis le notaire instrumentant d'acter les résolutions suivantes:

Première résolution

L'associé unique décide d'augmenter le capital souscrit de HEVAF MASTER C S.à r.l. d'un montant de neuf cent quatre-vingt dix sept mille six cents euros (997.600,- EUR), représentant sept cent dix-huit mille cent soixante-treize Livres Sterling et dix-sept pennies (GBP 718.173,17), en application du taux de change en vigueur au 11 décembre 2007, de manière à porter le capital de son montant actuel de quinze mille euros (15.000,- EUR) divisé en cent cinquante (150) parts sociales (cinquante (50) parts sociales ordinaires de classe A, cinquante (50) parts sociales ordinaires de classe B et cinquante (50) parts sociales ordinaires de classe C), ayant une valeur nominale de cent euros (100,- EUR) chacune, à un million douze mille six cents euros (1.012.600,- EUR) divisé en dix mille cent vingt-six (10.126) parts sociales (dix mille vingt six (10.026) parts sociales ordinaires de classe A, cinquante (50) parts sociales ordinaires de classe B et cinquante (50) parts sociales ordinaires de classe C), chacune avec une valeur nominale de cent euros (100,- EUR).

Deuxième résolution

L'associé unique décide d'émettre neuf mille neuf cent soixante-seize (9.976) nouvelles parts sociales ordinaires de classe A, de manière à porter le nombre de parts sociales de cent cinquante (150) (cinquante (50) parts sociales ordinaires de classe A, cinquante (50) parts sociales ordinaires de classe B et cinquante (50) parts sociales ordinaires de classe C), à dix mille cent vingt-six (10.126) parts sociales (dix mille vingt six (10.026) parts sociales ordinaires de classe A, cinquante (50) parts sociales ordinaires de classe B et cinquante (50) parts sociales ordinaires de classe C), chaque part sociale ayant une valeur nominale de cent euros (100,- EUR), ayant les mêmes droits et privilèges que ceux attachés aux parts sociales existantes et ayant droit aux dividendes à partir du jour de la décision de l'associé unique de procéder à l'augmentation de capital proposée.

Souscription et Paiement

Ensuite est intervenu Madame Aurélie Mounier, avocat, ayant sa résidence professionnelle à Luxembourg, agissant en sa qualité de mandataire dûment autorisé de HINES FUND MANAGEMENT COMPANY I S.à r.l. agissant en sa qualité de société de gestion de HINES EUROPEAN VALUE ADDED FUND, une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 205, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg) en vertu de la procuration susvisée.

Le comparant a déclaré souscrire au nom et pour le compte de HINES FUND MANAGEMENT COMPANY I S.à r.l. agissant en sa qualité de société de gestion de HINES EUROPEAN VALUE ADDED FUND, neuf mille neuf cent soixante-seize (9.976) nouvelles parts sociales de classe A, chaque part sociale ayant une valeur nominale de cent euros (100,- EUR), et libérer intégralement la totalité de ces parts sociales par un apport en nature de neuf cent quatre-vingt dix sept mille six cents euros (997.600,- EUR), consistant en la conversion partielle d'un prêt sans intérêts (constitutifs de créances certaines, liquides et exigibles) d'un montant total de neuf cent quatre-vingt dix-sept mille six cent cinquante et un euros (997.651,- EUR), représentant sept cent dix huit mille deux cent dix Livres Sterling (718.210,- GBP) en application du taux de chance en vigueur le 11 décembre 2007, lequel a été conclu par HINES FUND MANAGEMENT COMPANY I S.à r.l. agissant en sa qualité de société de gestion de HINES EUROPEAN VALUE ADDED FUND en tant que prêteur et la Société, en tant qu'emprunteur (l'«Apport en Nature»).

HINES FUND MANAGEMENT COMPANY I S.à r.l. agissant en sa qualité de société de gestion de HINES EUROPEAN VALUE ADDED FUND, agissant par le biais de son mandataire dûment autorisé a déclaré qu'il n'existe aucun obstacle au libre transfert de l'Apport en Nature à la Société, et que des instructions valables ont été données en vue d'effectuer toutes notifications, inscriptions ou autres formalités nécessaires pour effectuer un transfert valable de l'Apport en Nature à la Société.

Les preuves de l'existence et de la propriété par HINES FUND MANAGEMENT COMPANY I S.à r.l. agissant en sa qualité de société de gestion de HINES EUROPEAN VALUE ADDED FUND de l'Apport en Nature et de l'Apport en Numéraire ont été rapportées au notaire soussigné.

Troisième résolution

L'associé unique décide, dans la mesure où il agit pour le compte de l'assemblée générale des associés, d'accepter la souscription et la libération intégrale de chacune de ces parts sociales par un apport en nature correspondant à l'Apport en Nature dont question, et d'attribuer les neuf mille neuf cent soixante-seize (9.976) nouvelles parts sociales de classe A de la Société, chaque part sociale ayant une valeur nominale de cent euros (100,- EUR) à HINES FUND MANAGEMENT COMPANY S.à r.l. agissant en sa qualité de société de gestion de HINES EUROPEAN VALUE ADDED FUND.

Quatrième résolution

L'associé unique décide de modifier le premier paragraphe de l'article 5 des statuts de la Société de manière à refléter les résolutions devant être adoptées sous les points 1^{er} à 3 de l'ordre du jour. Le premier paragraphe de l'article 5 des statuts de la Société sera dorénavant rédigé comme suit:

« **Article 5. Capital social émis.** Le capital social émis de la Société est fixé à un million douze mille six cents euros (1.012.600,- EUR) divisé en:

- dix mille vingt six (10.026) parts sociales ordinaires de classe A, d'une valeur nominale de cent euros (100,- EUR) chacune, entièrement libérées;
- cinquante (50) parts sociales ordinaires de classe B, d'une valeur nominale de cent euros (100,- EUR) chacune, entièrement libérées;
- cinquante (50) parts sociales ordinaires de classe C, d'une valeur nominale de cent euros (100,- EUR) chacune, entièrement libérées.»

Cinquième résolution

L'associé unique décide d'autoriser tout avocat de LINKLATERS LLP à procéder à l'enregistrement de l'augmentation de capital dans le registre des parts de la Société et à accomplir toutes les formalités nécessaires auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg et du Mémorial C.

Evaluation des frais

Les frais, dépenses, honoraires et charges, de toute nature que ce soit, payables par la Société en raison du présent acte sont évalués à approximativement douze mille deux cents euros (12.200,- EUR).

Dont acte, le présent acte a été établi à Luxembourg, à la date donnée en tête des présentes.

Le notaire instrumentant, qui connaît la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande du comparant ci-avant, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; à la demande du même comparant, en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise prévaudra.

Lecture faite au comparant, connu du notaire instrumentant par ses nom, prénom usuel, état civil et domicile, ce dernier a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: A. Mounier, G. Lecuit.

Enregistré à Luxembourg, le 21 décembre 2007, LAC/2007/42528. — Reçu 9.976 euros.

Le Receveur (signé): F. Sandt.

Pour copie conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 janvier 2008.

G. Lecuit.

Référence de publication: 2008021884/220/259.

(080020537) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 février 2008.

Triple iii Luxembourg S.à .r.l. (Luxembourg), Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 69, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 135.862.

—
STATUTES

In the year two thousand and seven, on the twenty-first day of December.

Before us Maître Jean Seckler, notary public, residing in Junglinster, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

M^e Pierre Metzler, lawyer, residing professionally in L-2320 Luxembourg, 69, boulevard de la Pétrusse, duly represented by Mr Alain Thill, private employee, residing professionally at L-6130 Junglinster, 3, route de Luxembourg, by virtue of a proxy under private seal, given in Luxembourg, on December 21, 2007.

The said proxy, having been signed *ne varietur* by the proxy holder and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party, represented as hereabove stated, has requested the notary to state the following articles of incorporation of a limited liability company governed by the relevant laws and the present articles:

Title I: Form - Name - Duration - Registered office - Purpose

Art. 1. There is hereby formed a private limited liability company «société à responsabilité limitée» under the name of TRIPLE iii LUXEMBOURG S.à .r.l. (Luxembourg) (hereinafter the «Company») which will be governed by Luxembourg laws, in particular the law of August 10th, 1915 on commercial companies, as amended and by the present Articles of Incorporation.

Art. 2. The Company is established for an unlimited period.

Art. 3. The registered office of the Company is established in Luxembourg-City.

It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the general meeting of its members and to any other place in Luxembourg-City by means of a resolution of the board of managers.

Branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad by resolution of the board of managers.

Art. 4. The purpose of the Company is the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg companies and foreign companies, the holding of units in Luxembourg or foreign property unit trusts, the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of stock, units, bonds and other securities of any kind, and the ownership, administration, development and management of its portfolio.

The Company may borrow and proceed to the issue of bonds, preferred equity certificates, loan notes and debentures, convertible or non-convertible, within the limits of the Law. The Company may grant any assistance, loan, advance, or guarantee to or in favour of the companies, trusts or enterprises in which it has a direct or indirect participating interest, or to companies being part of the same group of companies as the Company.

As an object of the Company and as a pursuit in itself or otherwise, and whether for the purpose of making a profit or avoiding a loss or for any other purpose whatsoever, either with or without the Company receiving any consideration or benefit, to engage in currency and interest rate transactions and any other financial or other transactions of whatever nature, including any transaction for the purposes of, or capable of being for the purposes of, avoiding, reducing, minimizing, hedging against or otherwise managing the risk of any loss, cost, expense or liability arising, or which may arise, directly or indirectly, from a change or changes in any interest rate or currency exchange rate or in the price or value of any property, asset, commodity, index or liability or from any other risk or factor affecting the Company's business, including but not limited to dealings, whether involving purchases, sales or otherwise, in foreign and Irish currency, spot and forward exchange rate contracts, forward rate agreements, caps, floors and collars, futures, options, swaps, and any other currency interest rate and other hedging arrangements and such other instruments as are similar to, or derivatives of, any of the foregoing.

The Company may carry on all of the said businesses or any one or more of them as a distinct or separate business or as the principal business of the Company, to carry on any other business manufacturing or otherwise which may seem to the Company capable of being conveniently carried on in connection with the above or any one of the above or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render more profitable any of the Company's property or rights.

The Company may act as manager, consultant, supervisor and agent of other companies or undertakings, and to provide for such companies or undertakings, managerial, advisory, technical, purchasing, selling and other services, and to enter into such agreements as are necessary or advisable in connection with the foregoing.

In general, the company may take any controlling and supervisory measures and carry out any operation, which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

Title II: Capital - Units

Art. 5. The subscribed capital is set at twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500.-) represented by twelve thousand five hundred (12,500) corporate units with a par value of one Euro (EUR 1.-) each.

Art. 6. Any regularly constituted meeting of members of the Company shall represent the entire body of members of the Company. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify all acts relating to the operations of the Company.

Except as otherwise required by law, resolutions at a meeting of members duly convened will be passed by a simple majority of those present and voting.

The capital and other provisions of these articles of incorporation may, at any time, be changed by the sole member or by a majority of members representing at least three quarters (3/4) of the capital. The members may change the nationality of the Company by an unanimous decision.

If all of the members are present or represented at a meeting of members, and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice or publication.

Art. 7. Each unit is entitled to one vote in ordinary and extraordinary general meetings.

The Company will recognize only one holder per unit; in case a unit is held by more than one person, the Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to that unit until one person has been appointed as the sole owner in relation to the Company.

Each unit gives right to one fraction of the assets and profits of the Company in direct proportion to the number of units in existence.

Art. 8. If the Company has only one member, this sole member exercises all the powers of the general meeting.

The decisions of the sole member which are taken in the scope of the first paragraph are recorded in minutes or drawn-up in writing.

Also, contracts entered into between the sole member and the Company represented by him are recorded on minutes or drawn-up in writing. Nevertheless, this latter provision is not applicable to current operations entered into under normal conditions.

Art. 9. If the Company has at least two members, the corporate units are freely transferable between the members.

The unit transfer inter vivos to non-members is subject to the consent given in a general meeting of members representing at least three quarters (3/4) of the Company's capital.

In the case of the death of a member the unit transfer to non-members is subject to the consent of owners of units representing no less than three quarters (3/4) of the rights held by the surviving members. In this case, however, the approval is not required if the units are transferred either to heirs entitled to a compulsory portion or to the surviving spouse.

The Company may redeem its own corporate units.

Art. 10. Death, suspension of civil rights, bankruptcy or insolvency of the sole member or of one of the members will not bring the Company to an end.

Art. 11. For no reason and in no case, the creditors, legal successors or heirs are allowed to seal assets or documents of the Company.

Title III: Administration

Art. 12. The Company shall be managed by one or several managers, who need not to be members of the corporation.

The managers are appointed and removed by the general meeting of members, which determines their powers, compensation and duration of their mandates.

Art. 13. The board of managers may choose from among its members a chairman. It may also choose a secretary, who needs not to be a manager, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of managers and of the members.

The board of managers shall meet upon call by the chairman, or two managers, at the place indicated in the notice of meeting.

Written notice of any meeting of the board of managers shall be given to all managers at least twenty-four hours in advance of the hour set for such a meeting, except in circumstances of emergency in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of the meeting. This notice may be waived by the consent in writing by letter, telefax or email of each manager. Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the board of managers.

Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing by letter, telefax or email another manager as his proxy.

Votes may also be cast in writing by letter, telefax or email.

The board of managers can deliberate or act validly only if at least a majority of the managers is present or represented at a meeting of the board of managers. Decisions shall be taken by a majority of votes of the managers present or represented at such meeting.

Resolutions in writing approved and signed by all managers shall have the same effect as resolutions voted at the managers' meetings.

Art. 14. The minutes of any meeting of the board of managers shall be signed by the chairman or, in his absence, by the chairman pro tempore who presided at such meeting.

Copies or extracts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman, by the secretary or by two managers.

Art. 15. The board of managers is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition on behalf of the Company in its interests.

All powers not expressly reserved by law or the present articles to the general meeting of members fall within the competence of the board of managers.

The board of managers may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company and the representation of the Company for such management and affairs, with prior consent of the general meeting of members, to any manager or managers of the board or to any person or to any committee (the members of which need not to be managers) deliberating under such terms and with such powers as the board shall determine. It may also confer all powers and special mandates to any person who need not to be manager, appoint and dismiss all officers and employees, and fix their emoluments.

Art. 16. Towards third parties the Company is validly bound by the joint signature of 2 (two) managers or by the single signature of the sole manager, or by single signature of any person(s) to whom such signatory power shall be delegated by the board of managers.

Art. 17. In the execution of their mandate, the managers are not held personally responsible for the obligations of the Company. As agents of the Company, they are responsible for the correct performance of their duties.

Art. 18. The accounting year of the Company shall begin on January first of each year and shall terminate on December thirty-first, with the exception of the first accounting year, which shall begin on the date of the formation of the corporation and shall terminate on December thirty-first of the year two thousand and eight.

Art. 19. The annual accounts are drawn up by the managers as at the end of each fiscal year and will be at the disposal of the members at the registered office of the Company.

Out of the annual net profits of the corporation, five percent (5%) shall be placed into the legal reserve account. This deduction ceases to be compulsory when the reserve amounts to ten percent (10%) of the share capital of the Company.

The general meeting of members, upon recommendation of the managers, will determine how the annual net profits will be disposed of.

Interim dividends may be distributed, at any time, under the following conditions:

1. Interim accounts are established by the managers,
2. These accounts show a profit including profits carried forward,
3. The decision to pay interim dividends is taken by an extraordinary general meeting of the members,
4. The payment is made once the Company has obtained the assurance that the rights of the creditors of the Company are not threatened.

Title IV: Winding up - Liquidation

Art. 20. In the event of dissolution of the Company, liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) appointed by the meeting of members effecting such dissolution and which shall determine their powers and their compensation.

Art. 21. All matters not governed by these articles of incorporation shall be determined in accordance with the law of August tenth, nineteen hundred and fifteen on commercial companies and amendments thereto.

Subscription and Payment

All the corporate units have been entirely subscribed by Mr Pierre Metzler, prenamed, and have been fully paid up by a contribution in cash so that the amount of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-) is as of now at the free disposal of the Company as has been proved to the undersigned notary.

Declaration

The undersigned notary herewith declares having verified the existence of the conditions enumerated in article 183 of the law of August 10, 1915, on commercial companies and expressly states that they have been fulfilled.

Expenses

The expenses, costs, remuneration or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of its formation are estimated at approximately two thousand Euros (EUR 2,000.-).

Resolutions of the sole member

The prenamed sole member, represented as here above stated, representing the entire subscribed capital, has immediately taken the following resolutions:

1. The registered office of the Company is fixed at L-2320 Luxembourg, 69, boulevard de la Pétrusse.
2. The number of managers is set at one (1).
3. The following person is appointed sole manager:

M^e Pierre Metzler, lawyer, born in Luxembourg, on December 28, 1969, professionally residing at L-2320 Luxembourg, 69, boulevard de la Pétrusse.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a German version. On request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the German version will be prevailing.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Junglinster, in the Office, on the day mentioned at the beginning of this document.

The document having been read to the proxy holder, acting as here above stated, he signed together with the notary the present deed.

Es folgt die deutsche Fassung der Urkunde:

Im Jahre zweitausendsieben, am einundzwanzigsten Dezember.

Vor uns, dem unterzeichneten Maître Jean Seckler, Notar, mit Amtssitz in Junglinster, Grossherzogtum Luxemburg.

Ist erschienen:

M^e Pierre Metzler, Rechtsanwalt, beruflich wohnhaft in L-2320 Luxemburg, 69, boulevard de la Pétrusse.

vertreten durch Herrn Alain Thill, Privatbeamter, beruflich wohnhaft in L-6130 Junglinster, 3, route de Luxembourg, aufgrund einer privatschriftlichen Vollmacht, ausgestellt in Luxemburg, am 21. Dezember 2007.

Diese Vollmacht bleibt nach ne varietur Unterzeichnung durch den Bevollmächtigten und den unterzeichneten Notar dieser Urkunde zum Zwecke der Einregistrierung beigegeben.

Der Komparent, vertreten wie vorerwähnt, hat den unterzeichneten Notar ersucht, die folgende Satzung einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung welche durch das geltende Recht und die vorliegenden Bestimmungen geregelt wird aufzunehmen:

Titel I: Gesellschaftsform - Name - Dauer - Gesellschaftssitz - Gesellschaftszweck

Art. 1. Hiermit wird eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung unter der Bezeichnung TRIPLE iii LUXEMBOURG S.à r.l. (Luxembourg) (die «Gesellschaft»), die den luxemburger Gesetzen, und zwar dem Gesetz vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften, wie abgeändert, und der folgenden Satzung unterliegt, gegründet.

Art. 2. Die Gesellschaft ist auf unbestimmte Dauer errichtet.

Art. 3. Der Sitz der Gesellschaft ist in Luxemburg-Stadt.

Er kann an einen beliebigen Ort innerhalb des Großherzogtums Luxemburg durch Beschluss der Gesellschafterversammlung und an einen beliebigen Ort innerhalb von Luxemburg-Stadt durch Beschluss der Geschäftsleitung verlegt werden.

Niederlassungen oder andere Büros können sowohl in Luxemburg als auch im Ausland durch Beschluss der Geschäftsleitung eröffnet werden.

Art. 4. Zweck der Gesellschaft ist es, Beteiligungen in jedweder Form in luxemburgischen und ausländischen Gesellschaften zu halten, das Halten von Anteilen in luxemburgischen oder ausländischen Vermögenstreuhandunternehmen, der Erwerb durch Kauf, Zeichnung oder andere Erwerbsformen, sowie die Übertragung durch Verkauf, Tausch oder auf andere Weise, von Aktien, Anteilen, Schuldverschreibungen und anderen Titel jedweder Natur und das Eigentum, Verwaltung, Entwicklung und Leitung ihres Portfolios.

Die Gesellschaft kann Darlehen aufnehmen und Schuldverschreibungen, bevorzugte Kapitalzertifikate, Schuldscheine und Schuldanerkennungen, konvertierbar oder nicht konvertierbar, innerhalb der Grenzen des Gesetzes ausgeben. Die Gesellschaft kann Unterstützung jedweder Art, Darlehen, Vorschuss oder Garantien den oder zugunsten der Gesellschaften, Treuhandunternehmen oder Unternehmen in welchen sie eine direkte oder indirekte Beteiligung hält oder zugunsten von Gesellschaften welche der gleichen Gesellschaftsgruppe wie die Gesellschaft angehören, gewähren.

Ein Zweck der Gesellschaft ist es, und als Ziel als solches oder anders, und entweder zur Erzielung von Gewinn oder zur Vermeidung von einem Verlust oder für welchen Zweck auch immer, ob verbunden mit einer Vergütung oder einem Gewinn für die Gesellschaft oder nicht, Währungs- und Zinsgeschäfte oder andere finanzielle oder sonstige Geschäfte jedweder Art vorzunehmen, einschliesslich Geschäfte zum Zwecke, oder geeignet zum Zwecke der Vermeidung, Reduzierung, Minimierung des, Absicherung gegen das oder auf andere Art der Verwaltung des Risikos eines jeglichen Verlusts, Kosten, Aufwendung oder gesteigerte oder zu erwartende Haftung mittelbarer oder unmittelbarer Natur, resultierend aus jedwedem Wechsel eines jedweden Zinssatzes oder eines Währungswechselkurses oder des Preises oder Wertes eines Vermögens, Aktiva, Produktes, Index oder Verantwortung oder aus jedwedem anderen Risiko oder Faktor welches die Geschäftsinteressen der Gesellschaft betreffen, einschliesslich, aber nicht begrenzt auf Transaktionen, sei es in Gestalt von Erwerb, Verkäufen oder sonst wie, in fremder oder irischer Währung, Platzgeschäfte und andere Devisen- und Kursgeschäfte, caps, floors und collars, Termingeschäfte, Optionen, Tauschgeschäfte und jede anderen Vereinbarungen zur Absicherung von Währungszinsraten und solch andere Instrumente welche vergleichbar oder abgeleitet von einem der vorhergenannten Instrumenten sind.

Die Gesellschaft kann alle vorgenannten Geschäfte oder ein jedes oder mehrere hiervon, als getrenntes oder separates Geschäft oder aber als Hauptgeschäft betreiben, jedwede Tätigkeit betreiben im Produktionsbereich oder in einem anderen Bereich, für welche die Gesellschaft geeignet zu sein scheint, zufrieden stellend ausführen zu können, in Verbindung mit dem oben genannten oder einem der oben genannten Zwecken oder mit Sicht direkt oder indirekt den Wert des Vermögens der Gesellschaft oder ihre Rechte zu verstärken oder sie rentabler zu gestalten.

Die Gesellschaft kann als Geschäftsführer, Berater, Aufsichtsbeauftragter und als Beauftragter anderer Gesellschaften oder Unternehmen fungieren, und, für diese Gesellschaften oder Unternehmen, ob geschäftsführende, beratende, technische, im Erwerb oder im Verkauf oder andere Dienstleistungen tätigen, und in Vereinbarungen eintreten, wenn und soweit diese notwendig oder ratsam sind in Bezug auf das Vorgehende.

Generell, kann sie kann sämtliche Kontroll- und Aufsichtsmaßnahmen ergreifen, sowie jede Handlungen ausführen, welche sie für die Verfolgung und Entwicklung des Gesellschaftszweckes als notwendig erachtet.

Titel II: Gesellschaftskapital und Gesellschaftsanteile

Art. 5. Das gezeichnete Kapital der Gesellschaft beträgt zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500,-) eingeteilt in zwölftausendfünfhundert (12.500) Gesellschaftsanteile mit einen Nennwert von je einem Euro (EUR 1,-).

Art. 6. Jede ordnungsmäßige Gesellschafterversammlung wird die Gesamtheit der Gesellschafter darstellen. Sie wird die weitestgehenden Befugnisse haben, alle Handlungen bezüglich der Geschäfte der Gesellschaft anzuordnen, auszuführen oder zu ratifizieren.

Sofern das Gesetz nichts Gegenteiliges vorsieht, werden die Beschlüsse der ordnungsgemäß einberufenen Gesellschafterversammlung durch die einfache Mehrheit der anwesenden und abstimmenden Gesellschafter angenommen.

Das Stammkapital sowie die anderen Bestimmungen dieser Satzung können zu jeder Zeit durch Beschluss des alleinigen Gesellschafters oder per Beschluss der Gesellschafter, welche mindestens drei Viertel (3/4) des Kapitals vertreten, geändert werden. Die Änderung der Nationalität der Gesellschaft kann durch einstimmigen Beschluss der Gesellschaft herbeigeführt werden.

Falls alle Gesellschafter bei einer Gesellschafterversammlung anwesend oder vertreten sind und falls sie erklären, dass sie über die Tagesordnung informiert wurden, kann die Gesellschafterversammlung ohne vorherige Einberufung oder Veröffentlichung abgehalten werden.

Art. 7. Jeder Geschäftsanteil berechtigt zur Abgabe einer Stimme bei einer ordentlichen und einer außerordentlichen Gesellschafterversammlung.

Die Gesellschaft wird nur einen einzigen Eigentümer pro Geschäftsanteil anerkennen; falls ein Geschäftsanteil im Besitz von mehr als einer Person ist, hat die Gesellschaft das Recht, die Ausübung aller Rechte des betreffenden Geschäftsanteils auszusetzen, bis dass eine Person als alleiniger Eigentümer in Bezug auf die Gesellschaft benannt wurde.

Jeder Geschäftsanteil berechtigt zur Zuteilung eines Anteils der Aktiva und des Gewinns der Gesellschaft im direkten proportionalen Verhältnis zu den bestehenden Geschäftsanteilen.

Art. 8. Wenn die Gesellschaft nur einen Gesellschafter hat, übt dieser Alleingesellschafter sämtliche Rechte der Gesellschafterversammlung aus.

Die Entscheidungen des Alleingeschafters, welche im Rahmen des ersten Absatzes getroffen werden, sind in ein Protokoll aufzunehmen oder schriftlich abzufassen.

Weiterhin werden Verträge, die zwischen dem Alleingesellschafter und der durch den Alleingesellschafter vertretenen Gesellschaft geschlossen werden, in ein Protokoll aufgenommen oder schriftlich abgefasst.

Nichtsdestotrotz ist diese letzte Regelung nicht anwendbar auf laufende Geschäfte, die unter normalen Bedingungen eingegangen werden.

Art. 9. Wenn die Gesellschaft mindestens zwei Gesellschafter hat, sind die Geschäftsanteile frei unter Gesellschaftern übertragbar.

Die Übertragung von Gesellschaftsanteilen unter Lebenden an NichtGesellschafter benötigt die in einer Gesellschafterversammlung erteilten Zustimmung von Gesellschaftern die mindestens drei Viertel (3/4) des Stammkapitals repräsentieren.

Im Todesfall eines Gesellschafters ist die Übertragung von Gesellschaftsanteilen an Nicht-Gesellschafter abhängig von der Zustimmung von Gesellschaftern die nicht weniger als drei Viertel (3/4) der Rechte der verbleibenden Gesellschafter repräsentieren. In diesem Fall ist die Genehmigung nicht erforderlich, wenn die Übertragung an Pflichtteilsberechtigte oder den überlebenden Ehepartner erfolgt.

Es ist der Gesellschaft erlaubt, ihre eigenen Gesellschaftsanteile zu erwerben.

Art. 10. Der Tod, die Aberkennung der bürgerlichen Rechte, der Konkurs oder die Zahlungsunfähigkeit des Alleingeschafters oder eines Gesellschafters haben nicht die Beendigung der Gesellschaft zur Folge.

Art. 11. Gläubiger, Berechtigte oder Rechtsnachfolger der Gesellschafter dürfen nicht aus keinem Grund und in keinem Fall Siegel an das Gesellschaftsvermögen anbringen.

Titel III: Verwaltung

Art. 12. Die Gesellschaft wird verwaltet von einem oder mehreren Geschäftsführern, die nicht Gesellschafter der Gesellschaft sein brauchen.

Die Geschäftsführer werden durch Beschluss der Gesellschafterversammlung bestellt und abberufen, welche auch die Befugnisse, das Entgelt und die Dauer des Mandats bestimmen.

Art. 13. Die Geschäftsführung kann unter ihren Mitgliedern einen Vorsitzenden wählen. Sie kann weiterhin einen Sekretär wählen, der nicht Geschäftsführer sein braucht und der verantwortlich für die Abfassung der Sitzungsprotokolle der Geschäftsführung und der Gesellschafter ist.

Die Geschäftsführung kommt auf Einberufung durch den Vorsitzenden oder zwei Geschäftsführer zusammen und zwar an dem Ort, der in der Einberufung der Sitzung genannt ist.

Schriftliche Einberufungsschreiben zu jeder Sitzung der Geschäftsführung müssen allen Geschäftsführern mindestens vierundzwanzig Stunden vor dem Zeitpunkt der Abhaltung der Sitzung zugestellt werden, außer in dringlichen Fällen, wobei dann die Art des Dringlichkeitsfalles in dem Einberufungsschreiben genannt werden muss. Auf die Einberufung kann schriftlich per Brief, Fax oder Email durch jeden Geschäftsführer verzichtet werden. Gesonderte Einberufungsschreiben sind nicht notwendig bei individuellen Sitzungen, die zu Zeiten und an Orten gehalten werden, welche aus einem Zeitplan hervorgehen, welcher vorher durch einen Geschäftsführungsbeschluss genehmigt wurde.

Jeder Geschäftsführer kann sich bei jeder Sitzung der Geschäftsführung vertreten lassen, indem er schriftlich per Brief, Fax oder Email einen anderen Geschäftsführer zu seinem Vertreter bestellt oder kann mittels Telefonkonferenz an der Sitzung teilnehmen.

Abstimmungen können auch schriftlich per Brief, Fax oder Email durchgeführt werden.

Die Geschäftsführung kann nur wirksam beraten und handeln, wenn zumindest eine Mehrheit von Geschäftsführern bei der Sitzung anwesend oder vertreten ist. Die Entscheidungen werden durch eine Mehrheit der Stimmen der bei einer Sitzung anwesenden oder vertretenen Geschäftsführer getroffen.

Schriftliche Beschlüsse, die von allen Geschäftsführern genehmigt und unterzeichnet wurden, haben dieselbe Wirkung wie Beschlüsse, über die bei Sitzungen der Geschäftsführung abgestimmt wurde.

Art. 14. Die Protokolle jeder Sitzung der Geschäftsführung werden von deren Vorsitzendem unterzeichnet oder, in dessen Abwesenheit, durch den vorübergehenden Vorsitzenden, der den Vorsitz dieser Sitzung übernommen hat.

Kopien und Auszüge solcher Sitzungen, die zur Vorlage in Rechtsangelegenheiten oder in sonstiger Weise vorgelegt werden, werden durch den Vorsitzenden, den Sekretär oder zwei Geschäftsführer unterzeichnet.

Art. 15. Die Geschäftsführung verfügt über die weitestgehenden Befugnisse, jegliche Verwaltungs- und Verfügungshandlungen im Namen und im Interesse der Gesellschaft vorzunehmen.

Sämtliche Befugnisse, die nicht ausdrücklich durch das Gesetz oder diese Satzung der Gesellschafterversammlung vorbehalten sind, fallen in die Zuständigkeit der Geschäftsführung.

Der Geschäftsführer/ Rat der Geschäftsführer kann seine Befugnisse betreffend die tägliche Geschäftsführung und Angelegenheiten der Gesellschaft, sowie die Vertretung der Gesellschaft betreffend solche Geschäftsführung und Angelegenheiten, ohne vorherigen Beschluss der Gesellschafterversammlung, an einen oder mehrere Geschäftsführer, an einen Prokuristen oder an ein Komitee (dessen Mitglieder nicht zwangsweise Geschäftsführer der Gesellschaft sein müssen) übertragen, welche unter den Bedingungen beraten und mit den Befugnissen ausgestattet sind, die von der Geschäftsführung festgelegt werden. Die Geschäftsführung kann außerdem jegliche Befugnisse und Sondervollmachten an jede Person, welche nicht zwangsweise Geschäftsführer sein muss, übertragen, Beauftragte und Angestellte bestellen oder absetzen und ihre Bezüge festsetzen.

Art. 16. Die Gesellschaft wird durch die gemeinsame Unterschrift von 2 (zwei) Geschäftsführern, durch die alleinige Unterschrift des alleinigen Geschäftsführers oder durch die einzelne Unterschrift einer jeden Person, die von der Geschäftsführung berechtigt wurde, Dritten gegenüber verpflichtet.

Art. 17. In der Ausübung ihres Mandats sind die Geschäftsführer nicht persönlich haftbar für die Verpflichtungen der Gesellschaft. Als Vertreter der Gesellschaft sind sie verantwortlich für die gewissenhafte Ausführung der ihnen obliegenden Pflichten.

Art. 18. Das Geschäftsjahr beginnt am ersten Januar eines jeden Jahres und endet am einunddreißigsten Dezember eines jeden Jahres. Ausnahmsweise beginnt das erste Geschäftsjahr am Tage der Gesellschaftergründung und endet am einunddreißigsten Dezember zweitausendacht.

Art. 19. Am Ende eines jeden Geschäftsjahres wird durch die Geschäftsführung ein Jahresabschluss erstellt und den Gesellschaftern am Sitz der Gesellschaft zur Verfügung stellt.

Von dem Reingewinn der Gesellschaft werden fünf Prozent (5%) zur Bildung der gesetzlichen Rücklage verwendet. Diese zwingende Verpflichtung zur Bildung der gesetzlichen Rücklage endet, wenn die Rücklagen einen Betrag erreicht haben, der zehn Prozent (10%) des Stammkapitals der Gesellschaft entspricht.

Auf Empfehlung der Geschäftsführung entscheidet die Gesellschafterversammlung über die Verwendung des jährlichen Gewinnes.

Vorschüsse auf Dividenden können zu jeder Zeit unter den nachfolgenden Bedingungen ausgezahlt werden:

1. die Geschäftsführung stellt einen Zwischenabschluss auf,
2. dieser Zwischenabschluss weist einen Gewinn, einschließlich der übertragenen Gewinne, auf,

3. die Entscheidung Vorschüsse auf Dividenden zu gewähren wird anlässlich einer außerordentlichen Generalversammlung der Gesellschafter gefasst,

4. Die Zahlung erfolgt, nachdem die Gesellschaft die Sicherheit erhalten hat, dass Rechte der Gläubiger der Gesellschafter nicht berührt werden.

Titel IV Auflösung und Liquidation

Art. 20. Im Falle der Auflösung der Gesellschaft wird die Liquidation durch einen oder mehrere Liquidatoren (welche natürliche oder juristische Personen sein können) erfolgen, die durch die Gesellschafterversammlung ernannt werden, die über diese Auflösung entschieden hat und ihre Befugnisse und Vergütungen festlegen wird.

Art. 21. Für alle Punkte, die nicht durch die Regelungen der vorliegenden Satzung geregelt sind, gelten die Bestimmungen des Gesetzes vom zehnten August neunzehnhundertundfünfzehn über die Handelsgesellschaften, wie abgeändert.

Zeichnung und Auszahlung

Alle Gesellschaftsanteile sind vollständig von Herrn Pierre Metzler, vorgenannt, gezeichnet worden, und wurden vollständig in bar eingezahlt, so dass der Betrag von zwölftausend fünfhundert Euro (EUR 12.500,-) zur freien Verfügung der Gesellschaft steht, worüber der Nachweis dem unterzeichneten Notar erbracht wurde.

Erklärung

Der unterzeichnende Notar gibt hiermit an, beglaubigt und ausdrücklich vermerkt zu haben, dass die aufgezählten Bedingungen des Artikels 183 des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften hier erfüllt worden sind.

Kosten

Die Kosten, Ausgaben, Vergütungen und Auslagen jedweder Art, welcher der Gesellschaft aus Anlass ihrer Gründung entstehen werden, sind auf ungefähr zweitausend Euro (2.000,- EUR) abgeschätzt.

Beschlüsse des Alleinigen Gesellschafters

Unmittelbar nach Gründung der Gesellschaft hat der Alleingesellschafter, welcher das gesamte Stammkapital repräsentiert, vertreten wie vorbenannt, folgende Beschlüsse gefasst:

1. Der Sitz der Gesellschaft ist in L-2320 Luxemburg, 69, boulevard de la Pétrusse;
2. Die Anzahl der Geschäftsführer wird auf einen (1) festgelegt;
3. Die folgende Person wird zum alleinigen Geschäftsführer ernannt:

Herr Pierre Metzler, Rechtsanwalt, geboren in Luxemburg am 28. Dezember 1969, professionell wohnhaft in L-2320 Luxemburg, 69, boulevard de la Pétrusse;

Der unterzeichnende Notar, der die englische Sprache beherrscht, erklärt hiermit, dass, auf Wunsch der oben genannten erschienenen Partei, die vorliegende Urkunde in englischer Sprache verfasst wurde, gefolgt von einer deutschen Übersetzung. Gemäß dem Wunsch derselben Partei und im Falle von Abweichungen zwischen dem englischen und deutschen Text, ist die englische Fassung maßgebend.

Worüber Urkunde, geschehen und aufgenommen in Junglinster, am Datum wie eingangs erwähnt.

Nach Verlesung der Urkunde an den Bevollmächtigten, handelnd wie vorerwähnt, hat dieser zusammen mit dem Notar die vorliegende Urkunde unterzeichnet.

Gezeichnet: Thill, J. Seckler.

Enregistré à Grevenmacher, le 3 janvier 2008, Relation GRE/2008/121. — Reçu 125 euros.

Le Receveur (signé): G. Schlink.

Für gleichlautende Ausfertigung, erteilt zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, den 6. Februar 2008.

J. Seckler.

Référence de publication: 2008021750/231/382.

(080020591) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 février 2008.

Parque D. Pedro 1 B.V., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 18.200,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.-F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 104.463.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 février 2008.

Pour la Société PARQUE D. PEDRO 1 B.V.

Signature

Mandataire

Référence de publication: 2008022022/5267/16.

Enregistré à Luxembourg, le 31 janvier 2008, réf. LSO-CM10783. - Reçu 28 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080020639) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 février 2008.

Frohboesestrasse S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1611 Luxembourg, 65, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 110.124.

—
EXTRAIT

En date du 27 décembre 2007, l'Associé unique a pris la résolution suivante:

La démission de Monsieur Bart Zech en tant que gérant de la société est acceptée avec effet au 1^{er} janvier 2008.

Luxembourg, le 27 décembre 2007.

Pour extrait conforme

F. Walenta

Référence de publication: 2008022170/724/16.

Enregistré à Luxembourg, le 1^{er} février 2008, réf. LSO-CN00364. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080020337) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 février 2008.

Ferco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 61.173.

—
DISSOLUTION

In the year two thousand and seven, on the twenty seventh of December.

Before Us Maître Jean Seckler, notary residing at Junglinster (Grand-Duchy of Luxembourg), undersigned.

There appeared:

The Company MER INVESTMENTS (UK) LIMITED with registered office at SW1A 1 NP London (United Kingdom), Suite 100, 11 St. James' Place,

here represented by Mr. Raphaël Rozanski, maître en droit, residing professionally at L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte by virtue of a proxy given under private seal.

Such proxy having been signed ne varietur by the notary and the proxy-holder, will remain attached to the present deed in order to be recorded with it.

Such appearing party, represented by Mr. Raphaël Rozanski, pre-named, declared and requested the notary to act:

I.- That the private limited company (société à responsabilité limitée) FERCO S.à r.l. (formerly FERINOX S.à r.l.), with registered office at L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, R.C.S. Luxembourg section B number 61173, was incorporated by a deed received by Maître Camille Hellinckx, then notary residing in Luxembourg, on October 13, 1997, published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C number 32 of January 15, 1998, and whose articles of association have been amended for the last time by a deed received by Maître Gérard Lecuit, notary then residing in Hesperange (Grand-Duchy of Luxembourg) and now in Luxembourg, on October 5, 2000, published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C number 295 of April 24, 2001.

II.- That the capital of the private limited company FERCO S.à r.l., pre-named, presently amounts to twenty thousand US Dollar (USD 20,000.-), represented by two hundred (200) shares with a nominal value of one hundred US Dollars (USD 100.-) each.

III.- That the appearing party is the holder of all the shares of the pre-named private limited company FERCO S.à r.l.

IV.- That the appearing party has decided to dissolve and to liquidate the private limited company FERCO S.à r.l. which has discontinued all activities.

V.- That the appearing party declares that it has taken over all assets and all liabilities of the said company.

VI.- That it is witnessed that the appearing party is vested with all the assets of the dissolved company and that the appearing party shall guarantee the payment of all liabilities of the company even if unknown at present.

VII.- That the liquidation of the private limited company FERCO S.à r.l. is completed and that the company is to be construed as definitely terminated.

VIII.- That full and entire discharge is granted to the incumbent manager of the dissolved company for the performance of his assignment.

IX.- That the corporate documents shall be kept for the duration of five years at L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

Costs

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever, which shall be borne by the company as a result of the present deed, are estimated at approximately seven hundred and fifty Euro.

The amount of the share capital is valued at EUR 13,938.25.

The undersigned notary who understands and speaks English and French states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French translation. On request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn up at Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxy-holder, known to the notary by his surname, Christian name, civil status and residence, the latter signed together with us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction en langue française du texte qui précède:

L'an deux mille sept, le vingt-sept décembre.

Par-devant Maître Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné.

A comparu:

La société MER INVESTMENTS (UK) LIMITED avec siège social à SW1A 1 NP Londres (Royaume-Uni), Suite 100,11 St. James' Place,

représentée par Monsieur Raphaël Rozanski, maître en droit, domicilié professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte,

en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée.

Laquelle procuration, après avoir été signée ne varietur par le notaire et le mandataire, restera annexée au présent acte avec lequel elle sera enregistrée.

Laquelle comparante, représentée par Monsieur Raphaël Rozanski, pré-nommé, a requis le notaire instrumentaire de documenter comme suit ses déclarations:

I.- Que la société à responsabilité limitée FERCO S.à r.l. (anciennement FERINOX S.à r.l.) ayant son siège social à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, R.C.S. Luxembourg section B numéro 61173, a été constituée suivant acte reçu par Maître Camille Hellinckx, alors notaire de résidence à Luxembourg, le 13 octobre 1997, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C numéro 32 du 15 janvier 1998, et dont les statuts ont été modifié par-devant Maître Gérard Lecuit, notaire alors de résidence à Hesperange (Grand-Duché de Luxembourg) et maintenant à Luxembourg, en date du 5 octobre 2000, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C numéro 295 du 24 avril 2001.

II.- Que le capital social de la société à responsabilité limitée FERCO S.à r.l., pré-désignée, s'élève actuellement à vingt mille Dollars US (USD 20.000,-), représenté par deux cents (200) parts sociales d'une valeur nominale de cent US Dollars (USD 100,-) chacune.

III.- Que la comparante est l'associée unique de la prédite société à responsabilité limitée FERCO S.à r.l.

IV.- Que la comparante a décidé de dissoudre et de liquider la société à responsabilité limitée FERCO S.à r.l., qui a interrompu ses activités.

V.- Que la comparante déclare qu'elle a repris tous les éléments d'actif et de passif de ladite société.

VI.- Qu'il est attesté que la comparante est investie de tous les éléments actifs de la société dissoute et répondra personnellement de tout le passif social de la société, même inconnu à ce jour.

VII.- Que la liquidation de la société à responsabilité limitée FERCO S.à r.l. est achevée et que celle-ci est à considérer comme définitivement close.

VIII.- Que décharge pleine et entière est donnée au gérant de la société dissoute pour l'exécution de son mandat.

IX.- Que les livres et documents de la société dissoute seront conservés pendant cinq ans à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

Frais

Tous les frais et honoraires incombant à la société à raison des présentes sont évalués à la somme de sept cent cinquante euros.

Le montant du capital social est évalué à EUR 13.938,25.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais et le français, constate par les présentes qu'à la requête de la personne comparante, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une traduction française, à la requête de la même personne et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire, connu du notaire par son nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: R. Rozanski, J. Seckler.

Enregistré à Grevenmacher, le 8 janvier 2008, Relation GRE/2008/204. — Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): G. Schlink.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 30 janvier 2008.

J. Seckler.

Référence de publication: 2008021747/231/99.

(080020249) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 février 2008.

Elsiema Holding S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 23, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 21.388.

Le bilan au 30 juin 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

ELSIEMA HOLDING S.A.

Signature / Signature

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2008022014/795/14.

Enregistré à Luxembourg, le 1^{er} février 2008, réf. LSO-CN00132. - Reçu 30 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080020007) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 février 2008.

Kapellen S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 3.500.000,00.

Siège social: L-1611 Luxembourg, 65, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 112.433.

EXTRAIT

En date du 27 décembre 2007, l'Associé unique a pris la résolution suivante:

La démission de Monsieur Bart Zech en tant que gérant de la société est acceptée avec effet au 1^{er} janvier 2008.

Luxembourg, le 27 décembre 2007.

Pour extrait conforme

F. Walenta

Référence de publication: 2008022177/724/16.

Enregistré à Luxembourg, le 1^{er} février 2008, réf. LSO-CN00372. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080020392) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 février 2008.

Lipizzaner S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1611 Luxembourg, 65, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 115.777.

EXTRAIT

En date du 27 décembre 2007, l'Associé unique a pris la résolution suivante:

La démission de Monsieur Bart Zech en tant que gérant de la société est acceptée avec effet au 1^{er} janvier 2008.

Luxembourg, le 27 décembre 2007.

Pour extrait conforme

F. Walenta

Référence de publication: 2008022178/724/16.

Enregistré à Luxembourg, le 1^{er} février 2008, réf. LSO-CN00373. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080020398) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 février 2008.

Maddiston S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1611 Luxembourg, 65, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 125.183.

—
EXTRAIT

En date du 27 décembre 2007, l'Associé unique a pris la résolution suivante:

La démission de Monsieur Bart Zech en tant que gérant de la société est acceptée avec effet au 1^{er} janvier 2008.

Luxembourg, le 27 décembre 2007.

Pour extrait conforme

F. Walenta

Référence de publication: 2008022179/724/16.

Enregistré à Luxembourg, le 1^{er} février 2008, réf. LSO-CN00374. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080020405) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 février 2008.

Satimood S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1611 Luxembourg, 65, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 113.009.

—
EXTRAIT

En date du 27 décembre 2007, l'Associé unique a pris la résolution suivante:

La démission de Monsieur Bart Zech en tant que gérant de la société est acceptée avec effet au 1^{er} janvier 2008.

Luxembourg, le 27 décembre 2007.

Pour extrait conforme

F. Walenta

Référence de publication: 2008022185/724/16.

Enregistré à Luxembourg, le 1^{er} février 2008, réf. LSO-CN00382. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080020469) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 février 2008.

Verim S.A., Société Anonyme.

Capital social: CHF 500.000,00.

Siège social: L-2636 Luxembourg, 12, rue Léon Thyès.

R.C.S. Luxembourg B 50.912.

—
Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

B. Zech.

Référence de publication: 2008022009/724/13.

Enregistré à Luxembourg, le 6 février 2008, réf. LSO-CN01050. - Reçu 44 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080020022) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 février 2008.
